

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 917

10 avril 2014

SOMMAIRE

11-13, rue Duphot - Paris I Sarl	43973	Mabledon Holdings UK S.à r.l.	43970
28-30, rue de la Trémoille Paris VIII SARL	43974	Matex Services S.A.	43973
Ateliers Electriques de Walferdange	43974	Mearra Holding S.à r.l.	43972
Calipo S.A.	43975	Merlen S.à r.l.	43971
Clervaux Participations S.A.	44016	Metro International S.A.	43971
Commercial Estate Investments (C.E.I.) S.A.	43975	Mezzanine Investment 2013 S.à r.l.	43971
DRS Consulting & Services S.A.	43974	New Stream AG	43972
Duet Holding SA	43975	Northern Lights Investment S.A.	43970
Exile Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	43974	Obermark (SCA) SICAR	43972
Kaseya Luxembourg Holdings S.C.A.	43970	Peaksid Postit LP S.à r.l.	43971
Köln, Breite Straße 103-105 Beteiligung B S.à r.l.	44003	Saga Promotion S.A.	44016
Lamudi Middle East S.à r.l.	43971	Société Européenne de Recherche, d'Investissement et de Développement	43972
La Muserolle S.A.	43970	Tele Columbus Holdings S.A.	43975
La Muserolle S.A.-SPF	43970	Vanguard Bidco S.à r.l.	43974
Les Houches S.A.	43970	WPHD Welcome Private Hospitality Development S.A.	43973
Les Houches S.A.-SPF	43970	ZaZi S.à r.l.	43973

Kaseya Luxembourg Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 178.546.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014024758/14.

(140030145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Northern Lights Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 167.661.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2014.

Référence de publication: 2014024833/10.

(140029394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

**La Muserolle S.A., Société Anonyme Soparfi,
(anc. La Muserolle S.A.-SPF).**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 178.822.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2014.

Référence de publication: 2014024780/10.

(140030215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

**Les Houches S.A., Société Anonyme Soparfi,
(anc. Les Houches S.A.-SPF).**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 177.820.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2014.

Référence de publication: 2014024787/10.

(140030221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Mabledon Holdings UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 66.000,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 125, avenue du Dix Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 172.352.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2014.

Référence de publication: 2014024798/10.

(140030185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Peaksid Postit LP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 176.318.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 février 2014.

Référence de publication: 2014024864/10.

(140030114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Mezzanine Investment 2013 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 19.650,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 177.415.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 février 2014.

Référence de publication: 2014024807/10.

(140030052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Lamudi Middle East S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 180.254.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 février 2014.

Référence de publication: 2014024771/10.

(140030140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Merlen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 163.723.

Ce document remplace celui annexé au dépôt L140029793 du 17 février 2014.

Les statuts coordonnés au 13 janvier 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2014024806/12.

(140029998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Metro International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Jean-Pierre Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 73.790.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2014.

Maître Léonie GRETHEN
Notaire

Référence de publication: 2014024817/12.

(140029892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Mearra Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, rue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 152.210.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014024815/14.

(140029856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

New Stream AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 136.847.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 12. Februar 2014.

Für gleichlautende Abschrift

Für die Gesellschaft

Maître Carlo WERSANDT

Notar

Référence de publication: 2014024841/14.

(140030064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Obermark (SCA) SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 144.314.

Rectificatif du dépôt numéro L140029814, déposé le 17/02/14.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2014.

Référence de publication: 2014024847/12.

(140029907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Société Européenne de Recherche, d'Investissement et de Développement, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 73.358.

Les statuts coordonnés de la prédite société au 11 février 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 11 février 2014.

Maître Marc LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2014024935/14.

(140030086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

WPHD Welcome Private Hospitality Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 174.733.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014025052/14.

(140029954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

ZaZi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5650 Mondorf-les-Bains, 31A, route de Remich.

R.C.S. Luxembourg B 137.527.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014025058/14.

(140029390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

11-13, rue Duphot - Paris I Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 146.258.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17.02.2014.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2014025059/12.

(140030093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Matex Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 20, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 138.691.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014025517/14.

(140030733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2014.

Vanguard Bidco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 172.936.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2014.

Référence de publication: 2014025030/11.

(140029860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

28-30, rue de la Trémoille Paris VIII SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 146.888.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17.02.2014.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2014025061/12.

(140030042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Ateliers Electriques de Walferdange, Société Anonyme.

Siège social: L-7237 Walferdange, 31, rue Mercatoris.

R.C.S. Luxembourg B 6.469.

Les comptes annuels au 30 juin 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23/10/2013.

Pour la société

Benoit De Graaf

Administrateur

Référence de publication: 2014025135/13.

(140030361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2014.

Exile Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 160.631.

Les comptes annuels au 31/08/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014025977/9.

(140031628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

DRS Consulting & Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, 7, Zone Industrielle Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 74.810.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014025964/9.

(140031051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Duet Holding SA, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.
R.C.S. Luxembourg B 86.817.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014025965/10.

(140031115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Commercial Estate Investments (C.E.I.) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 115.474.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014025891/10.

(140031459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Calipo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 89.642.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014025900/10.

(140031300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Tele Columbus Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 155.306.

In the year two thousand and fourteen on the twenty-fourth day of January,

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders (the Shareholders) Tele Columbus Holdings S.A., a public limited liability company (société anonyme) having its registered office at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.306 (the Company). The Company has been incorporated on August 20, 2010, pursuant to a deed executed before the present Notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on October 20, 2010 under number 2235. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time on August 19, 2013 pursuant to a deed executed before the present Notary, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Meeting was opened at 10.00 a.m. and chaired by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, with professional address in Esch/Alzette (the Chairman).

The Chairman appointed as secretary for each meeting Mrs Claudia ROUCKERT, private employee, with professional address in Esch/Alzette (the Secretary).

The Meeting elected as scrutineer for each meeting Mrs Claudia ROUCKERT, private employee, with professional address in Esch/Alzette (the Scrutineer).

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to as the Bureau.

The Bureau formed, the Chairman declares and request the notary to state that:

I. The shareholders have been convened by notice sent by registered mail on 13 January 2014 in accordance with the relevant provisions of the Articles.

II. The names of the shareholders and the number of shares they hold are shown on an attendance list. This attendance list signed by the attorney-in-fact of the represented shareholders (the Attorney), the Bureau and the undersigned notary,

together with the correspondence voting forms (powers of attorney) of the represented shareholders, after having been signed ne varietur, will remain annexed to the present deed for the purposes of registration.

III. The Company's capital is presently set at forty four thousand five hundred thirty one Euro and seventy four cents (EUR 44,531.74) represented by fully paid-up shares consisting of:

(i) one million eight hundred and thirteen thousand six hundred and seventy-six (1,813,676) Class A Shares, with a par value of one Euro Cent (EUR0.01) each;

(ii) five hundred thirty seven thousand four hundred forty eight (537,448) Class B Shares with a par value of one Euro Cent (EUR0.01) each;

(iii) one million eight hundred eighty one thousand one hundred forty one (1,881,141) Class C Shares, with a par value of one Euro Cent (EUR0.01) each;

(iv) eighty eight thousand eight hundred and sixty eight (88,868) Class D Shares, with a par value of one Euro Cent (EUR0.01) each;

(v) seven thousand four hundred and forty four (7,444) Class E1 Shares, with a par value of one Euro Cent (EUR0.01) each;

(vi) sixty four thousand nine hundred and forty six (64,946) Class E2 Shares, with a par value of one Euro Cent (EUR0.01) each;

(vii) thirty four thousand and eighty two (34,082) Class E3 Shares, with a par value of one Euro Cent (EUR0.01) each;

(viii) twenty five thousand five hundred and sixty nine (25,569) Class E4 Shares, with a par value of one Euro Cent (EUR0.01) each.

IV. It appears from the said attendance list established and certified by the members of the Bureau that:

1,398,935.27 Class A Shares

503,368.38 Class B Shares

1,720,909.43 Class C Shares

68,824.13 Class D Shares

7,374.06 Class E1 Shares

50,164.45 Class E2 Shares

27,979.89 Class E3 Shares

22,831.58 Class E4 Shares

were present or represented at the Meeting, so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda below which have previously been communicated to the Shareholders present and represented.

V. The matters on the agenda being voting on, have been voted on by all the shares together and separately by each class of shares, the votes of each class meeting and the votes of the general meeting being indicated separately on the attendance list.

VI. The agenda of the Meeting is as follows:

1. Reduction of the share capital of the Company by an amount of two thousand two hundred nine euro and nine euro cents (EUR 2,209.09) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of forty four thousand five hundred thirty one euro and seventy four euro cents (EUR 44,531.74) represented by fully paid-up shares consisting of:

(i) one million eight hundred and thirteen thousand six hundred and seventy-six (1,813,676) Class A Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(ii) five hundred thirty seven thousand four hundred forty eight (537,448) Class B Shares with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(iii) one million eight hundred eighty one thousand one hundred forty one (1,881,141) Class C Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(iv) eighty eight thousand eight hundred and sixty eight (88,868) Class D Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(v) seven thousand four hundred and forty four (7,444) Class E1 Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(vi) sixty four thousand nine hundred and forty six (64,946) Class E2 Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(vii) thirty four thousand and eighty two (34,082) Class E3 Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(viii) twenty five thousand five hundred and sixty nine (25,569) Class E4 Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

to forty two thousand three hundred twenty-two euro and sixty five euro cents (EUR 42,322.65) represented by fully paid-up shares consisting of:

(i) one million eight hundred and thirteen thousand six hundred and seventy-six (1,813,676) Class A Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(ii) five hundred thirty seven thousand four hundred forty eight (537,448) Class B Shares with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(iii) one million eight hundred eighty one thousand one hundred forty one (1,881,141) Class C Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each,

by way of reduction of the share capital with cancellation by the Company of:

(i) all eighty eight thousand eight hundred and sixty eight (88,868) Class D Shares;

(ii) all seven thousand four hundred and forty four (7,444) Class E1 Shares;

(iii) all sixty four thousand nine hundred and forty six (64,946) Class E2 Shares;

(iv) all thirty four thousand and eighty two (34,082) Class E3 Shares; and

(v) all twenty five thousand five hundred and sixty nine (25,569) Class E4 Shares.

2. Creation of new class D shares comprising shares having a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each having the rights and obligations as set out in the Articles to be restated pursuant to seventh resolution below, no shares in such class being issued at this meeting, but provision being made in the authorised capital;

3. Waiver of the statutory and contractual pre-emption subscription rights of shareholders with respect to the issue of shares under the authorised share capital and in accordance with the Articles;

4. Acknowledgement and approval of the report of the board of directors prepared in accordance with Article 32-3 of the Law of 10 August 1915 on commercial companies (the Law) with respect to the waiver of the statutory pre-emption rights for the authorised share capital as described in such report (the Report);

5. Amendment of article 6.2 of the Articles to create a new authorised share capital of the Company as per the Report;

6. Amendment of article 6.3 of the Articles to reflect the authority of the board of directors to issue new shares up to the limit of the authorised share capital as per the Report;

7. Subsequent amendment and full restatement, without amendments to the corporate object clause, of the Articles in order to reflect resolutions under items 1, 2, 4, 5 and 6 above and general amendment to the provisions regarding the board of directors;

8. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any director of the Company, each acting individually, to proceed for and on behalf of the Company, to the registration of the cancellation of all the Class D Shares, all the Class E1 Shares, all the Class E2 Shares, all the Class E3 Shares, and all the Class E4 Shares, in the shareholders' register of the Company, and creation of a new register for the Class D shares newly created pursuant to item 2 above;

9. Acknowledgement of the resignation of Mr Eugene Musselman as director of the Company with effect from 20 December 2013;

10. Acknowledgement of the resignation of Mr Gerhard Bickmann as director of the Company with effect from 31 December 2013;

11. Acknowledgement of the resignation of Mr Christian Boekhorst as director of the Company with effect from 2 October 2013;

12. Grant interim discharge to each of Christian Boekhorst, Eugene Musselman and Gerhard Bickmann for the performance of their duties from the date of their respective appointment until the date of their respective resignation.

13. Acknowledgement and confirmation of the re-appointment as director of the Company, Mr Christian Boekhorst, born on 4 September 1972, in Nijmegen, The Netherlands, with address at 12 Doria Road, London SW6 4UG, United Kingdom, by the board of directors, on 20 December 2013, and approval of his re-designation as class A directors of the Company, with effect from the date of the Meeting, for a term ending at the next annual general meeting of shareholders of the Company;

14. Approval of the re-designation as class A director of the Company, Mr Ronny Verhelst, born on May 19, 1963, in Kortrijk, Belgium, and having his address at Rüsternallee 15, 14050 Berlin, Germany, with effect from the date of the Meeting, for a term ending at the next annual general meeting of shareholders of the Company;

15. Approval of the appointment of the following persons as class A directors of the Company, with effect from the date of the Meeting, for a term ending at the next annual general meeting of shareholders of the Company:

(i) Yves Leterme, born on 6 October 1960, in Wervik, Belgium, and having his address at Stoffelstraat 28/4E, 8900 leper, Belgium, and

(ii) Frank Posnanski, born on 9 March 1967, in Niederwenigern, Germany, and having his address at Nehringstrasse 20, 14059 Berlin, Germany.

16. Acknowledgement and confirmation of the appointment as a director of the Company, Mr Dominique Robyns, born on 31 December 1958, in Alost, Belgium, and having his address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, by the board of directors on 16 September 2013, and approval of his re-designation as class B director, with effect from the date of the Meeting, for a term ending at the next annual general meeting of shareholders of the Company;

17. Approval of the appointment of the following persons as class B directors of the Company, with effect from the date of the Meeting, for a term ending at the next annual general meeting of shareholders of the Company:

(i) Franck Doineau, born on 15 August 1969, in La Guerche-de-Bretagne, France, and having his address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

(ii) Valery Beuken, born on 14 June 1977, in Verviers, Belgium, and having his address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

(iii) Melanie Wilkin, born on 12 January 1982, in Liège, Belgium, and having her address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg; and

(iv) Sandra Rolland, born on 4 September 1972, in Hayange, France, and having her address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

18. Miscellaneous.

VII. The Meeting hereby takes the following resolutions:

First resolution

The Meeting hereby resolves to reduce the share capital of the Company by an amount of two thousand two hundred nine euros and nine euro cents (EUR 2,209.09) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of forty four thousand five hundred thirty one euro and seventy four euro cents (EUR 44,531.74) represented by fully paid-up shares consisting of:

(i) one million eight hundred and thirteen thousand six hundred and seventy-six (1,813,676) Class A Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(ii) five hundred thirty seven thousand four hundred forty eight (537,448) Class B Shares with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(iii) one million eight hundred eighty one thousand one hundred forty one (1,881,141) Class C Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(iv) eighty eight thousand eight hundred and sixty eight (88,868) Class D Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(v) seven thousand four hundred and forty four (7,444) Class E1 Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(vi) sixty four thousand nine hundred and forty six (64,946) Class E2 Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(vii) thirty four thousand and eighty two (34,082) Class E3 Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(viii) twenty five thousand five hundred and sixty nine (25,569) Class E4 Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

to forty two thousand three hundred twenty-two euro and sixty five euro cents (EUR 42,322.65) represented by fully paid-up shares consisting of:

(i) one million eight hundred and thirteen thousand six hundred and seventy-six (1,813,676) Class A Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(ii) five hundred thirty seven thousand four hundred forty eight (537,448) Class B Shares with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;

(iii) one million eight hundred eighty one thousand one hundred forty one (1,881,141) Class C Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each,

by way of reduction of capital with cancellation by the Company of:

(i) all eighty eight thousand eight hundred and sixty eight (88,868) Class D Shares;

(ii) all seven thousand four hundred and forty four (7,444) Class E1 Shares;

(iii) all sixty four thousand nine hundred and forty six (64,946) Class E2 Shares;

(iv) all thirty four thousand and eighty two (34,082) Class E3 Shares; and

(v) all twenty five thousand five hundred and sixty nine (25,569) Class E4 Shares.

The Meeting further acknowledges that the funds due to the shareholders pursuant to the capital reduction will be paid by the Company to the shareholders after expiry of the applicable statutory waiting period in accordance with article 69 of the Law.

	Votes in favour	Votes in favour	Abstentions
General Meeting	98.91%	0.60%	0.49%
Class Meeting	Votes in favour	Votes against	Abstentions
Class A Shares	98.37%	1.63%	0%
Class B Shares	100%	0%	0%
Class C Shares	98.92%	0%	1.08%
Class D Shares	100%	0%	0%
Class E1 Shares	100%	0%	0%

Class E2 Shares	100%	0%	0%
Class E3 Shares	100%	0%	0%
Class E4 Shares	100%	0%	0%

The required vote in favour of the resolution being cast, the Chairman declares the resolution passed.

Second resolution

The Meeting resolve to create a new Class D Shares comprising shares having a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each having the rights and obligations as set out in the articles of association of the Company to be restated pursuant to the seventh resolution below; it being understood that no shares in such class being issued at this meeting, but provision is being made in the authorised capital.

	Votes in favour	Votes against	Abstentions
General Meeting	99.40%	0.60%	0%
Class Meeting	Votes in favour	Votes against	Abstentions
Class A Shares	98.37%	1.63%	0%
Class B Shares	100%	0%	0%
Class C Shares	100%	0%	0%
Class D Shares	100%	0%	0%
Class E1 Shares	100%	0%	0%
Class E2 Shares	100%	0%	0%
Class E3 Shares	100%	0%	0%
Class E4 Shares	100%	0%	0%

The required vote in favour of the resolution being cast, the Chairman declares the resolution passed.

Third resolution

The Meeting hereby resolves to waive the contractual and statutory pre-emption subscription rights of the shareholders with respect to the issue of shares under the authorised share capital, and in accordance with the Articles.

	Votes in favour	Votes against	Abstentions
General Meeting	98.91%	0.60%	0.49%
Class Meeting	Votes in favour	Votes against	Abstentions
Class A Shares	98.37%	1.63%	0%
Class B Shares	100%	0%	0%
Class C Shares	98.92%	0%	1.08%
Class D Shares	100%	0%	0%
Class E1 Shares	100%	0%	0%
Class E2 Shares	100%	0%	0%
Class E3 Shares	100%	0%	0%
Class E4 Shares	100%	0%	0%

The required vote in favour of the resolution being cast, the Chairman declares the resolution passed.

Fourth resolution

The Meeting hereby resolves to acknowledge and approve the Report, attached to the convening notice and submitted to the Meeting, a copy of which shall remain annexed to the minutes of the meeting.

	Votes in favour	Votes against	Abstentions
General Meeting	98.91%	0.60%	0.49%
Class Meeting	Votes in favour	Votes in favour	Abstentions
Class A Shares	98.37%	1.63%	0%
Class B Shares	100%	0%	0%
Class C Shares	98.92%	0%	1.08%
Class D Shares	100%	0%	0%
Class E1 Shares	100%	0%	0%
Class E2 Shares	100%	0%	0%
Class E2 Shares	100%	0%	0%
Class E4 Shares	100%	0%	0%

The required vote in favour of the resolution being cast, the Chairman declares the resolution passed.

Fifth resolution

The Meeting hereby resolves to amend article 6.2 of the Articles in order to create a new authorised share capital of the Company as per the Report.

	Votes in favour	Votes against	Abstentions
General Meeting	98.91%	0.60%	0.49%
Class Meeting	Votes in favour	Votes against	Abstentions
Class A Shares	98.37%	1.63%	0%
Class B Shares	100%	0%	0%
Class C Shares	98.92%	0%	1.08%
Class D Shares	100%	0%	0%
Class E1 Shares	100%	0%	0%
Class E2 Shares	100%	0%	0%
Class E3 Shares	100%	0%	0%
Class E4 Shares	100%	0%	0%

Sixth resolution

The Meeting hereby resolves to amend article 6.3 of the Articles to reflect the authority of the board of directors to issue new shares up to the limit of the authorised share capital as per the Report.

	Votes in favour	Votes against	Abstentions
General Meeting	98.91%	0.60%	0.49%
Class Meeting	Class Meeting	Class Meeting	Class Meeting
Class A Shares	98.37%	1.63%	0%
Class B Shares	100%	0%	0%
Class C Shares	98.92%	0%	1.08%
Class D Shares	100%	0%	0%
Class E1 Shares	100%	0%	0%
Class E2 Shares	100%	0%	0%
Class E3 Shares	100%	0%	0%
Class E4 Shares	100%	0%	0%

The required vote in favour of the resolution being cast, the Chairman declares the resolution passed.

Seventh resolution

The Meeting hereby subsequently resolves to amend and fully restate without amending the corporate object clause, of the Articles to reflect the resolutions 1, 2, 4, 5 and 6 above and the general amendment to the provisions regarding the board of directors, which shall henceforth read as follows:

“I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “Tele Columbus Holdings S.A.” (the Company). The Company is a public company limited by shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company’s registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of directors (the Board). It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. If the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments

Class E3 Shares 100% 0% 0% Class E4 Shares 100% 0% 0% issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. It being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector, the Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorization.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not to be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

I. Definitions

Art. 5. Defined Terms.

5.1. "Articles" has the meaning set forth in Article 1.

5.2. "Board" has the meaning set forth in Article 2.1.

5.3. "Business Day" means any day, other than a Saturday, Sunday or legal holiday, on which banking institutions in the Federal Republic of Germany, the Grand Duchy of Luxembourg and the United Kingdom are ordinarily open for business. If any time period for giving notice or taking action hereunder expires on a day which is not a Business Day, the time period shall automatically be extended to the first Business Day following such day.

5.4. "Class A Shares" means the class A ordinary shares in the capital of the Company.

5.5. "Class B Shares" means the class B ordinary shares in the capital of the Company.

5.6. "Class C Shares" means the class C ordinary shares in the capital of the Company.

5.7. "Class D Shares" means the class D ordinary shares in the Capital of the Company.

5.8. "Company" has the meaning set forth in Article 1.

5.9. "Director" means a member of the Board.

5.10. "First Shareholder Meeting" has the meaning set forth in Article 9.2(ii).

5.11. "General Meeting" has the meaning set forth in Article 2.1.

5.12. "Group" means the Company and its direct and indirect subsidiaries.

5.13. "Law" has the meaning set forth in Article 1.

5.14. "Permitted Disposal" means permitted disposal as defined in the Securityholders' Agreement.

5.15. "Public Offering" means a public offering and sale of equity securities of the Company pursuant to an effective registration or an effective listing or qualification on a recognized and regulated stock exchange in accordance with applicable requirements.

5.16. "Second Shareholder Meeting" has the meaning set forth in Article 9.2(ii).

5.17. "Securityholders Agreement" has the meaning set forth in Article 7.2.

5.18. "Share" means any Class A Share, Class B Share, Class C Share, or Class D Share.

5.19. "Third Shareholder Meeting" has the meaning set forth in Article 9.2(ii).

5.20. "Warrant" means means (i) all warrants to purchase shares in the Company, and (ii) any securities or other interests issued or issuable directly or indirectly with respect to the shares referred to in clause (i) (or their successors pursuant to this clause (ii)) by way of a dividend, split or other transaction or in connection with a combination of securities, recapitalization, merger, consolidation, exchange, conversion, redemption, repurchase or other reorganization transaction, and any securities or other interests which are convertible into any of the foregoing but excluding under this clause (ii), excluding any shares (and their successors) received pursuant to the exercise of the warrants referenced in clause (i).

II. Capital - Shares

Art. 6. Capital.

6.1 The subscribed share capital is set at forty two thousand three hundred twenty-two euro and sixty five euro cents (EUR 42,322.65) represented by fully paid-up shares consisting of:

- (i) one million eight hundred and thirteen thousand six hundred and seventy-six (1,813,676) Class A Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;
- (ii) five hundred thirty seven thousand four hundred forty eight (537,448) Class B Shares with a par value of one euro cent (EUR0.01) each;
- (iii) one million eight hundred eighty one thousand one hundred forty one (1,881,141) Class C Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each; and
- (iv) zero (0) Class D Shares, with a par value of one euro cent (EUR0.01) each.

6.2. In addition to the subscribed capital, the Company shall have an authorised capital of fifty nine thousand three hundred seven euros and two euro cents (EUR 59,307.02) which will consist in a maximum of each following shares:

- (i) four million four hundred thirty four thousand six hundred sixty three (4,434,663) of Class A Shares, with a par value of one euro cent (EUR 0.01) each;
- (ii) twenty six thousand nine hundred seventy seven (26,977) of Class B Shares, with a par value of one euro cent (EUR 0.01) each;
- (iii) two hundred sixty three thousand seven hundred ninety three (263,793) of Class C Shares, with a par value of one euro cent (EUR 0.01) each; and
- (iv) one million two hundred five thousand two hundred sixty nine (1,205,269) of Class D Shares, with a par value of one euro cent (EUR 0.01) each.

6.3. The Board is authorised, for a period of five (5) years from the date of the publication of the deed of incorporation, to:

- (i) increase the current share capital once or more up to within the limits of the authorized capital by the issue of a maximum of each of the above mentioned new Shares (including the issue and/or the exercise of Warrants that may be issued by the Company) having the same rights as the existing Shares;
- (ii) limit or withdraw the shareholders' preferential subscription rights to the new shares and determine the persons who are authorised to subscribe to the new shares; and
- (iii) record each share capital increase by way of a notarial deed and amend the share register and the Articles accordingly.

6.4. The authorised share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the General Meeting acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 7. Shares.

7.1. The Company's share capital is divided into Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, and Class D Shares each of them having the same par value.

7.2. Except as may be required by law or set forth in these Articles or any provisions set out in any Securityholders' agreement that may be entered into from time to time, between among others, the Company and its shareholders (Securityholders Agreement), all shares vote together and each holder of shares may cast its votes in any manner it chooses.

7.3. All Class A Shares shall be identical in all respects. Subject to Article 12.5, all Class A Shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such Class A Shares. Each Class A Share will entitle the holder thereof to one vote at a General Meeting.

7.4. All Class B Shares shall be identical in all respects. Subject to Article 12.5, all Class B Shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such Class B Shares. Each Class B Share will entitle the holder thereof to one vote at a General Meeting.

7.5. All Class C Shares shall be identical in all respects. Subject to Article 12.5, all Class C Shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such Class C Shares. Each Class C Share will entitle the holder thereof to one vote at a General Meeting.

7.6. All Class D Shares shall be identical in all respects. Subject to Article 12.5, all Class D Shares shall share ratably, as from their subscription, in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such Class D Shares. Each Class D Share will entitle the holder thereof to one vote at a General Meeting.

7.8. The Company may have one or several shareholders.

7.9. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

7.10. A register of shares is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

7.11. A share transfer is carried out by the entry in the register of shares of a declaration of transfer, duly signed and dated by both the transferor and the transferee or their authorised representatives, following a notification to or accep-

tance by the Company, in accordance with Article 1690 of the Civil Code. The Company may also accept other documents recording the agreement between the transferor and the transferee as evidence of a share transfer.

7.12. Shares may be issued in denominations of less than one share. Fractional shares shall have the same rights on a fractional basis as whole shares, provided that Shares shall only be able to vote if the number of fractional shares may be aggregated into one or more whole Shares.

7.13. If there are several owners of a share or smaller denomination of one share, the exercise of the voting rights attaching thereto shall be suspended until one person is designated as being the owner, vis-à-vis the Company, of the Share or smaller denomination.

7.14. In case of distribution (of dividends, interim dividends, liquidation boni or otherwise), several owners of a share or owners of a smaller denomination of one share are entitled to receive distributions in proportion to the co-ownership percentage or smaller denomination of Share they own, it being understood that the Company shall pay such distributions in the proportions held by such several owners or owners of smaller denomination of share as set out in its share register.

7.15. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

7.16. Any transfer of Shares shall be subject to (i) any transfer restrictions included in any agreement entered into by the shareholders and the Company from time to time and (ii) the notification of such restrictions by the transferor to the transferee and the Company.

Art. 8 Board of directors.

8.1 Composition of the board of directors

(i) The Company shall be managed by the Board, which shall comprise at least three (3) members and maximum nine (9) members. The directors need not be shareholders.

(ii) The General Meeting shall appoint the directors and determine their number, their remuneration and the term of their office. Directors cannot be appointed for a term of office of more than six (6) years but are eligible for re-appointment at the expiry of their term of office. The General Meeting may decide to appoint one or several class A directors and one or several class B directors.

(iii) Directors may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting.

(iv) If a legal entity is appointed as a director, it must appoint a permanent representative to perform its duties. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if it had exercised his functions in its own name and on its own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which it represents.

(v) Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

(vi) If the office of a director becomes vacant, the other directors, acting by a simple majority, may fill the vacancy on a provisional basis until a new director is appointed by the next General Meeting.

8.2 Powers of the board of directors

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

(iii) The Board is authorised to delegate the day-to-day management, and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers, managers or other agents, whether shareholders or not, acting either individually or jointly. If the day-to-day management is delegated to one or more directors, the Board must report to the annual General Meeting any salary, fee and/or any other advantage granted to those director(s) during the relevant financial year.

(iv) The Board may, at its discretion, appoint one or more observers who may attend and speak, but not vote, at all meetings of the Board and are entitled to receive all information provided to the Directors subject to the same confidentiality obligations applicable to the Directors.

8.3 Procedure

(i) The Board must appoint a chairperson from among its members, and may choose a secretary who need not be a director and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of General Meetings.

(ii) The Board shall meet at the request of the chairperson or any one (1) class A director, at the place indicated in the notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(iii) Written notice of any Board meeting shall be given to all directors at least three (3) Business Days in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice and notice may be given twenty-four (24) hours in advance.

(iv) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A director may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(v) A director may grant to another director a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(vi) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members and a majority of class A directors, are present or represented. Board Resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the directors present or represented, provided that if the General Meeting has appointed one or several class A directors and one or several class B directors, a majority of class A directors and at least one (1) class B director votes in favour of the resolution. The chairperson shall not have a casting vote. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson, by all the directors present or represented at the meeting, or by the secretary (if any).

(vii) Any director may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(viii) Circular resolutions signed by all the directors shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

(ix) A director who has an interest in a transaction carried out other than in the ordinary course of business which conflicts with the interests of the Company must advise the Board accordingly and have the statement recorded in the minutes of the meeting. The director concerned may not take part in the deliberations concerning that transaction. A special report on the relevant transaction shall be submitted to the shareholders at the next General Meeting, before any vote on any other resolution.

8.3 Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two (2) directors or, if shareholders have appointed different classes of directors, namely class A and class B directors, the joint signature of any class A director and any class B director.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the joint or single signature of any person(s) to whom special signatory powers have been delegated by the Board.

8.4 Liability of the directors

The directors may not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the Company's name, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 9. General meetings of shareholders.

9.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a General Meeting. The General Meeting has full powers to adopt and ratify all acts and operations which are consistent with the company's corporate object.

(ii) Each Share gives entitlement to one (1) vote.

9.2. Notices, quorum, majority and voting proceedings.

(i) A General Meeting may be convened by the Board, the statutory auditor(s) or upon proposal or request of one or more shareholders who or which together hold ten percent (10%) or more of Shares then outstanding, and who or which have requested so to the Board or the statutory auditor(s) in writing with an indication of the agenda. The convening notice for any meeting of the shareholders shall be sent by registered mail to each shareholder at least eight (8) days prior to the date scheduled for such Meeting and shall specify the agenda, location, date and time of the Meeting; provided that if the holders of all Shares are present or represented at a Meeting and acknowledge that they have been informed of the agenda of the Meeting, the Meeting may be held without prior notice.

(ii) Quorum. Except as otherwise required by Law, all resolutions of the shareholders shall be adopted in a meeting (the First Shareholder Meeting) where at least fifty percent (50%) of each of the Class A Shares, Class B Shares, and Class C Shares, then outstanding are present or represented. If within thirty (30) minutes following the time appointed for the First Shareholder Meeting a quorum is not present, or if during the First Shareholder Meeting a quorum ceases to be present, the First Shareholder Meeting shall be adjourned to the day which occurs ten (10) Business Days following the First Shareholder Meeting (or if that is not a Business Day to the next Business Day thereafter) at the same time and place (the Second Shareholder Meeting), and a written notice of the same shall be circulated by the Chairman to the shareholders within twenty-four (24) hours of the adjournment. The quorum at such Second Shareholder Meeting shall exist where twenty-five (25%) of the Shares then outstanding are present or represented and such Second Shareholder Meeting shall not validly resolve on any matter which was not identified on the agenda of the First Shareholder Meeting in the original notice circulated to the relevant Shareholders. If, within thirty (30) minutes following the time appointed for the Second Shareholder Meeting, a quorum is not present, or if during the Second Shareholder Meeting a quorum ceases to be present, the Second Shareholder Meeting shall be adjourned to the day which occurs twenty (20) Business Days following the First Shareholder Meeting (or if that is not a Business Day to the next Business Day thereafter) at the same time and place (the Third Shareholder Meeting), and a written notice of the same shall be circulated by the Chairman to the shareholders within 24 hours of the adjournment. At the Third Shareholder Meeting, the holders of the Shares present or represented at any given time during such Meeting shall form a quorum and such Third Shareholder Meeting

shall not validly resolve on any matter which was not identified on the agenda of the First Shareholder Meeting in the original notice circulated to the relevant shareholders.

(iii) Except as required by Law, resolutions at a validly convened General Meeting shall be adopted by a simple majority of the votes cast. For any matter to be voted on by the holders of Shares, each such holder may cast one vote for each Share held thereby with respect to such matter.

(iv) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(v) All General Meetings shall be held at the registered office or at such other place within Luxembourg as shall be specified or fixed in the notices or waivers of notice thereof; subject to Article 9.2(vi) below.

(vi) Any shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at the meeting provided that shareholders holding at least one half of all votes represented at such General Meeting either attend such meeting in person in Luxembourg or participate using communications equipment which is physically located in Luxembourg. Participation in such a meeting shall constitute attendance and presence in person at such meeting.

(vii) All General Meetings shall be presided over by the chairman of the meeting, who shall be the Chairman (or a representative thereof). The chairman of any General Meeting shall determine the order of business and the procedure at the General Meeting, including such regulation of the manner of voting and the conduct of discussion as seem to him or her in order.

(viii) Any shareholder may vote by using the forms provided to that effect by the Company. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting and the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Shareholders must return the voting forms to the registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for calculation of the quorum. Forms which indicate neither a voting intention nor an abstention are void.

(ix) Any holder of Warrants shall have the right to be an observer who may attend and speak, but not vote, at all General Meetings and shall be entitled to receive all information provided to the shareholders, subject to the same confidentiality obligations applicable (if any), with respect to such General Meeting.

(x) Except as required by Law, the matters set forth in this Article 9.2 shall be subject to the approval of the shareholders as specified herein.

(xi) The affirmative vote of greater than fifty percent (50%) of votes cast at a General Meeting (or by unanimous written consent in lieu of a meeting) shall be required to authorise (i) any material disposal of assets or equity interests held by any member of the Group that is not a Permitted Disposal or (ii) any action which requires such approval in accordance with any Securityholders Agreement.

(xii) The affirmative vote of greater than sixty-six and two-thirds percent (66-2/3%) of the votes cast at a General Meeting by each of (A) the Class A Shares and Class B Shares aggregated together, (B) the Class C Shares, and (C) the Class D Shares, shall be required to authorize any amendment of the Articles other than in connection with a Public Offering or an issuance of Shares validly authorized and effected in accordance with these Articles and the Securityholders Agreement, provided that no amendment of the Articles shall be made which disproportionately and adversely (including adversely on the basis of improved treatment to the other classes of shareholders) or unfairly affects any class of shareholders when compared to the other classes of shareholders (as determined in accordance with the Securityholders Agreement) without the separate affirmative consent of greater than sixty-six and two-thirds percent (66-2/3%) of such disproportionately and adversely or unfairly affected class of shareholders.

(xiii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 10. Financial year and Approval of annual accounts.

10.1. The financial year begins on 1 January and ends on 31 December of each year.

10.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with as an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its officers, Directors and statutory auditors to the Company.

10.3. One month before the Annual General Meeting, the Board provides the statutory auditors with a report on and documentary evidence of the Company's operations. The statutory auditors then prepare a report stating their findings and proposals.

10.4. The annual General Meeting is held at the registered office or in any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of May of each year at 10.00 a.m. If that day is not a Business Day in Luxembourg, the annual General Meeting is held on the following Business Day.

10.5. The annual General Meeting may be held abroad if, in the Board's, absolute and final judgement, exceptional circumstances so require.

Art. 11. Auditors .

11.1. The Company's operations are supervised by one or more statutory auditors (commissaires).

11.2. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more external auditors (réviseurs d'entreprises).

11.3. The General Meeting appoints the statutory auditors (commissaires) / external auditors (réviseurs d'entreprises), and determines their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 12. Allocation of profits.

12.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

12.2. The General Meeting determines the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

12.3. Interim dividends may be distributed at any time, under the following conditions:

(i) the Board draws up interim accounts;

(ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends is made by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts; and

In their report to the Board, the statutory auditors (commissaires) or the external auditors (réviseurs d'entreprises), as applicable, must verify whether the above conditions have been satisfied.

12.4 Where the Company distributes securities to shareholders, the Board may require as a condition of distribution of securities that the shareholders execute and deliver such documents as the Board may deem necessary or appropriate to ensure compliance with the securities laws of any jurisdiction which apply to such distribution and any further transfer of the distributed securities, and may appropriately legend the certificates which represent such securities to reflect any restriction on transfer with respect to such laws.

12.5 Notwithstanding anything to the contrary herein, the distribution of dividend shall be carried out in accordance with the distribution provisions of any Securityholders Agreement that may be entered into from time to time, between among others, the Company and its shareholders.

VI. Dissolution - Liquidation

13.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. The General Meeting appoints one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determines their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators have full powers to realise the Company's assets and pay its liabilities.

13.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in accordance with Articles 12.4 and 12.5.

VII. General provision

14.1. Notices and communications may be made or waived and circular resolutions may be evidenced in writing, fax, email or any other means of electronic communication.

14.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Subject to the terms herein, powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a Director, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

14.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

14.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time."

	Votes in favour	Votes against	Abstentions
General Meeting	98.91%	0.60%	0.49%
Class Meeting	Votes in favour	Votes against	Abstentions
Class A Shares	98.37%	1.63%	0%

Class B Shares	100%	0%	0%
Class C Shares	98.92%	0%	1.08%
Class D Shares	100%	0%	0%
Class E1 Shares	100%	0%	0%
Class E2 Shares	100%	0%	0%
Class E2 Shares	100%	0%	0%
Class E4 Shares	100%	0%	0%

The required vote in favour of the resolution being cast, the Chairman declares the resolution passed.

Eighth resolution

The Meeting hereby resolves to (i) amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any director of the Company, each acting individually, to proceed for and on behalf of the Company, to the registration of the cancellation of all the Class D Shares, all the Class E1 Shares, all the Class E2 Shares, all the Class E3 Shares, and all the Class E4 Shares, in the shareholders' register of the Company, and (ii) create a register for the new class of shares newly created, being the Class D Shares pursuant to the second resolution above.

	Votes in favour	Votes against	Abstentions
General Meeting	99.40%	0.60%	0%

The required vote in favour of the resolution being cast, the Chairman declares the resolution passed.

Ninth resolution

The Meeting, having considered the resignation letter dated 20 December 2013, hereby resolves to acknowledge the resignation of Mr Eugene Musselman, as a director of the Company with effect from 20 December 2013.

	Votes in favour	Votes against	Abstentions
General Meeting	98.80%	0.60%	0.60%

Tenth resolution

The Meeting, having considered the resignation letter dated 20 December 2013, hereby resolves to acknowledge the resignation of Mr Gerhard Bickmann, as a director of the Company with effect from 31 December 2013.

	Votes in favour	Votes against	Abstentions
General Meeting	98.80%	0.60%	0.60%

Votes in favour 98.80% Votes against 0.60% Abstentions 0.60% The required vote in favour of the resolution being cast, the Chairman declares the resolution passed.

Eleventh resolution

The Meeting, having considered the resignation letter dated 2 October 2013, hereby resolves to acknowledge the resignation of Mr Christian Boekhorst, as a director of the Company with effect from 2 October 2013.

	Votes in favour	Votes against	Abstentions
General Meeting	99.40%	0.60%	0%

The required vote in favour of the resolution being cast, the Chairman declares the resolution passed.

Twelfth resolution

The Meeting hereby resolves to grant interim discharge to each of Christian Boekhorst, Eugene Musselman and Gerhard Bickmann for the performance of their duties as directors of the Company, from the date of their respective appointment until the date of their respective resignation.

	Votes in favour	Votes against	Abstentions
General Meeting	99.40%	0.60%	0%

The required vote in favour of the resolution being cast, the Chairman declares the resolution passed.

Thirteenth resolution

The Meeting hereby resolves to (i) acknowledge and confirm the appointment as director of the Company, Mr Christian Boekhorst, born on 4 September 1972, in Nijmegen, The Netherlands, with address at 12 Doria Road, London SW6 4UG, United Kingdom, by the board of directors on 20 December 2013, and (ii) FURTHER approve his re-designation, as class A director of the Company, with effect from the Meeting, for a term ending at the next annual general meeting of shareholders of the Company.

	Votes in favour	Votes against	Abstentions
General Meeting	98.91%	0.60%	0.49%

The required vote in favour of the resolution being cast, the Chairman declares the resolution passed.

Fourteenth resolution

The Meeting hereby resolves to approve the re-designation of Mr Ronny Verhelst, born on May 19, 1963, in Kortrijk, Belgium, and having his address at Rüsternallee 15, 14050 Berlin, Germany, and having his address at Rüsternallee 15, 14050 Berlin, Germany, as class A director of the Company, with effect from the Meeting, for a term ending at the next annual general meeting of shareholders of the Company.

	Votes in favour	Votes against	Abstentions
General Meeting	99.40%	0.60%	0%

The required vote in favour of the resolution being cast, the Chairman declares the resolution passed.

Fifteenth resolution

The Meeting hereby resolves to approve the appointment of the following persons as class A directors of the Company, with effect from the date of the Meeting, for a term ending at the next annual general meeting of shareholders of the Company:

(i) Yves Leterme, born on 6 October 1960, in Wervik, Belgium, and having his address at Stoffelstraat 28/4E, 8900 Ieper, Belgium, and

(ii) Frank Posnanski, born on 9 March 1967, in Niederwenigern, Germany, and having his address at Nehringstrasse 20, 14059 Berlin, Germany.

	Votes in favour	Votes against	Abstentions
General Meeting	99.40%	0.60%	0%

The required vote in favour of the resolution being cast, the Chairman declares the resolution passed.

Sixteenth resolution

The Meeting hereby resolves to (i) acknowledge and confirm the appointment as director of the Company, Mr Dominique Robyns, born on 31 December 1958, in Alost, Belgium, and having his address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, by the board of directors on 16 September 2013, and (ii) FURTHER approve his re-designation as class B director, with effect from the date of the Meeting, for a term ending at the next annual general meeting of shareholders of the Company.

	Votes in favour	Votes against	Abstentions
General Meeting	98.91%	0.60%	0.49%

The required vote in favour of the resolution being cast, the Chairman declares the resolution passed.

Seventeenth resolution

The Meeting hereby resolves to approve the appointment of the following persons as class B directors of the Company, with effect from the date of the Meeting, for a term ending at the next annual general meeting of shareholders of the Company:

(i) Franck Doineau, born on 15 August 1969, in La Guerche-de-Bretagne, France, and having his address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

(ii) Valery Beuken, born on 14 June 1977, in Verviers, Belgium, and having his address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

(iii) Melanie Wilkin, born on 12 January 1982, in Liège, Belgium, and having her address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg; and

(iv) Sandra Rolland, born on 4 September 1972, in Hayange, France, and having her address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

	Votes in favour	Votes against	Abstentions
General Meeting	98.91%	0.60%	0.49%

The required vote in favour of the resolution being cast, the Chairman declares the resolution passed.

Estimated costs

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. In case of discrepancies between the English version and the French version, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette on the day named at the beginning of the deed.

The document having been read to the proxy holder acting on behalf of the appearing parties, the proxy holder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatrième jour de janvier,
par devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,
s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires (les Actionnaires) de Tele Columbus Holdings S.A., une société anonyme dont le siège social se situe 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.306 (la Société). La Société a été constituée le 20 août 2010, suivant un acte passé devant le présent notaire, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations le 20 octobre 2010 sous le numéro 2235. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 19 août 2013, suivant un acte passé devant le présent notaire, en cours de publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

L'Assemblée a été ouverte à 10h00 et présidée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, dont l'adresse professionnelle est à Esch/Alzette (le Président).

Le Président a nommé en tant que secrétaire pour chaque assemblée Madame Claudia ROUCKERT, employée privée, dont l'adresse professionnelle est à Esch/Alzette (le Secrétaire).

L'Assemblée a élu en tant que scrutateur pour chaque assemblée Madame Claudia ROUCKERT, employée privée, dont l'adresse professionnelle est à Esch/Alzette (le Scrutateur).

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur sont ensemble désignés comme le Bureau.

Le Bureau formé, le Président déclare et requiert du notaire d'acter que:

I.

II. Les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence signée par le mandataire des actionnaires représentés (le Mandataire), le Bureau et le notaire instrumentant, avec les formulaires de vote par correspondance (procurations) des actionnaires représentés, après avoir été signés ne varietur, resteront annexés au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

III. Le capital social de la Société est actuellement fixé à quarante-quatre mille cinq cent trente-et-un euros et soixante-quatorze centimes (EUR 44.531,74) représenté par des actions entièrement libérées se composant de:

(ix) un million huit cent treize mille six cent soixante-seize (1.813.676) Actions de Classe A, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(x) cinq cent trente-sept mille quatre cent quarante-huit (537.448) Actions de Classe B, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(xi) un million huit cent quatre-vingt-un mille cent quarante-et-une (1.881.141) Actions de Classe C, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(xii) quatre-vingt-huit mille huit cent soixante-huit (88.868) Actions de Classe D, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(xiii) sept mille quatre cent quarante-quatre (7.444) Actions de Classe E1, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(xiv) soixante-quatre mille neuf cent quarante-six (64.946) Actions de Classe E2, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(xv) trente-quatre mille quatre-vingt-deux (34.082) Actions de Classe E3, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(xvi) vingt-cinq mille cinq cent soixante-neuf (25.569) Actions de Classe E4, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

IV. Il apparaît de la liste de présence établie et certifiée par les membres du Bureau que:

1,398,935.27	Actions de Classe A
503,368.38	Actions de Classe B
1,720,909.43	Actions de Classe C
68,824.13	Actions de Classe D
7,374.06	Actions de Classe E1
50,164.45	Actions de Classe E2
27,979.89	Actions de Classe E3
22,831.58	Actions de Classe E4

étaient présentes ou représentées à l'Assemblée, de sorte que l'Assemblée peut valablement prendre des décisions sur tous les points de l'ordre du jour ci-dessous qui ont été préalablement communiqués aux Actionnaires présents ou représentés.

V. Les points de l'ordre du jour soumis au vote, ont été votés par toutes les actions ensemble et séparément par chaque classe d'actions, les votes de chaque assemblée de classe et les votes de l'assemblée générale étant indiqués distinctement sur la liste de présence.

VI. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. réduction du capital social de la Société d'un montant de deux mille deux cent neuf euros et neuf centimes (EUR 2.209,09) afin de porter le capital social de son montant actuel de quarante-quatre mille cinq cent trente-et-un euros et soixante-quatorze centimes (EUR 44.531,74) représenté par des actions entièrement libérées se composant de:

(i) un million huit cent treize mille six cent soixante-seize (1.813.676) Actions de Classe A, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(ii) cinq cent trente-sept mille quatre cent quarante-huit (537.448) Actions de Classe B, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(iii) un million huit cent quatre-vingt-un mille cent quarante-et-une (1.881.141) Actions de Classe C, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(iv) quatre-vingt-huit mille huit cent soixante-huit (88.868) Actions de Classe D, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(v) sept mille quatre cent quarante-quatre (7.444) Actions de Classe E1, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(vi) soixante-quatre mille neuf cent quarante-six (64.946) Actions de Classe E2, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(vii) trente-quatre mille quatre-vingt-deux (34.082) Actions de Classe E3, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(viii) vingt-cinq mille cinq cent soixante-neuf (25.569) Actions de Classe E4, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

à quarante-deux mille trois cent vingt-deux euros et soixante-cinq centimes (EUR 42.322,65) représenté par des actions entièrement libérées se composant de:

(i) un million huit cent treize mille six cent soixante-seize (1.813.676) Actions de Classe A, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(ii) cinq cent trente-sept mille quatre cent quarante-huit (537.448) Actions de Classe B, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(iii) un million huit cent quatre-vingt-un mille cent quarante-et-une (1.881.141) Actions de Classe C, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

par réduction du capital avec annulation par la Société de toutes les:

(i) quatre-vingt-huit mille huit cent soixante-huit (88.868) Actions de Classe D, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(ii) sept mille quatre cent quarante-quatre (7.444) Actions de Classe E1, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(iii) soixante-quatre mille neuf cent quarante-six (64.946) Actions de Classe E2, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(iv) trente-quatre mille quatre-vingt-deux (34.082) Actions de Classe E3, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune; et

(v) vingt-cinq mille cinq cent soixante-neuf (25.569) Actions de Classe E4, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

2. Création de nouvelles actions de classe D comprenant des actions ayant une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune, ayant les droits et obligations déterminés dans les Statuts qui seront reformulés en vertu de la septième résolution ci-dessous, sans émettre aucune action dans cette classe à cette assemblée mais en prévision du capital autorisé;

3. renonciation aux droits, statutaires et contractuels, de préemption de souscription des actionnaires en relation avec l'émission d'actions en vertu du capital social autorisé conformément avec les statuts de la Société;

4. prise d'acte et approbation du rapport du conseil d'administration préparé conformément à l'Article 32-3 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la Loi) concernant l'abandon des droits statutaires de préemption pour le capital autorisé décrit dans ce rapport (le Rapport);

5. modification de l'article 6.2 des statuts afin de créer un nouveau capital social autorisé de la Société conformément au Rapport;

6. modification de l'article 6.3 des statuts afin de refléter l'autorité accordé au conseil d'administration pour émettre de nouvelles actions à hauteur de la limite du capital social autorisé conformément au Rapport;

7. modification et refonte intégrale sans modifier la clause d'objet social des Statuts afin de refléter les résolutions des points 1, 2, 4, 5 et 6 ci-dessus et modification générale des dispositions relatives au conseil d'administration;

8. modification du registre des actionnaires de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout administrateur de la Société, chacun agissant individuellement, pour enregistrer pour le compte de la Société l'annulation de toutes les Actions de Classe D, toutes les Actions de Classe E1, toutes les Actions de Classe E2, toutes les Actions de Classe E3, toutes les Actions de Classe E4 dans le registre des actionnaires de la Société et création d'un nouveau registre pour les actions de Classe D nouvellement créées en vertu du point 2 ci-dessus;

9. Prise d'acte de la démission de M. Eugene Musselman de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 20 décembre 2013;

10. Prise d'acte de la démission de M. Gerhard Bickmann de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 31 décembre 2013;

11. Prise d'acte de la démission de M. Christian Boekhorst de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 2 octobre 2013;

12. Octroi de décharge intermédiaire à chacun de Christian Boekhorst, Eugene Musselman et Gerhard Bickmann pour l'exécution de leurs fonctions depuis la date de leur nomination respective jusqu'à la date de leur démission respective;

13. Prise d'acte et confirmation de la réélection aux fonctions d'administrateur de la Société, M. Christian Boekhorst, né le 4 septembre 1972 à Nijmegen, les Pays-Bas, dont l'adresse professionnelle se situe 12 Doria Road, Londres SW6 4UG, Royaume-Uni par le conseil d'administration le 20 décembre 2013 et approbation de sa nouvelle désignation comme administrateur de classe A avec effet à la date de l'Assemblée pour une durée qui expirera à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société;

14. Approbation de la nouvelle désignation en tant qu'administrateur de classe A de la Société de M. Ronny Verhelst, né le 19 mai 1963 à Courtrai, Belgique, dont l'adresse se situe Rüsternallee 15, 14050 Berlin, Allemagne, avec effet à la date de l'Assemblée pour une durée qui expirera à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société;

15. Approbation de la nomination des personnes suivantes en tant qu'administrateurs de classe A avec effet à la date de l'Assemblée pour une durée qui expirera à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société:

(i) Yves Leterme, né le 6 octobre 1960, à Wervik, Belgique et dont l'adresse se situe au Stoffelstraat 28/4E, 8900 Ieper, Belgique; et

(ii) Frank Posnanski, né le 9 mars 1967 à Niederwenigern, Allemagne et dont l'adresse se situe Nehringstrasse 20, 14059 Berlin, Allemagne.

16. Prise d'acte et confirmation de la nomination aux fonctions d'administrateur de la Société de M. Dominique Robyns, né le 31 décembre 1958 à Alost, Belgique et dont l'adresse se situe 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg par le conseil d'administration le 16 septembre 2013 et approbation de sa nouvelle désignation comme administrateur de classe B avec effet à la date de l'Assemblée pour une durée qui expirera à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société;

17. Approbation de la nomination des personnes suivantes en tant qu'administrateurs de classe B avec effet à la date de l'Assemblée pour une durée qui expirera à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société:

(i) Franck Doineau, né le 15 août 1969 à La Guerche-de-Bretagne, France et dont l'adresse se situe 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

(ii) Valery Beuken, né le 14 juin 1977 à Verviers, Belgique et dont l'adresse se situe 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

(iii) Mélanie Wilkin, née le 12 janvier 1982 à Liège, Belgique et dont l'adresse se situe 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg; et

(iv) Sandra Rolland, née le 4 septembre 1972 à Hayange, France et dont l'adresse se situe 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

18. Divers.

VII. L'Assemblée prend ici les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de deux mille deux cent neuf euros et neuf centimes (EUR 2.209,09) afin de porter le capital social de son montant actuel de quarante-quatre mille cinq cent trente-et-un euros et soixante-quatorze centimes (EUR 44.531,74) représenté par des actions entièrement libérées se composant de:

(i) un million huit cent treize mille six cent soixante-seize (1.813.676) Actions de Classe A, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(ii) cinq cent trente-sept mille quatre cent quarante-huit (537.448) Actions de Classe B, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(iii) un million huit cent quatre-vingt-un mille cent quarante-et-une (1.881.141) Actions de Classe C, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(iv) quatre-vingt-huit mille huit cent soixante-huit (88.868) Actions de Classe D, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(v) sept mille quatre cent quarante-quatre (7.444) Actions de Classe E1, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(vi) soixante-quatre mille neuf cent quarante-six (64.946) Actions de Classe E2, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(vii) trente-quatre mille quatre-vingt-deux (34.082) Actions de Classe E3, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(viii) vingt-cinq mille cinq cent soixante-neuf (25.569) Actions de Classe E4, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

à quarante-deux mille trois cent vingt-deux euros et soixante-cinq centimes (EUR 42.322,65) représenté par des actions entièrement libérées se composant de:

(i) un million huit cent treize mille six cent soixante-seize (1.813.676) Actions de Classe A, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(ii) cinq cent trente-sept mille quatre cent quarante-huit (537.448) Actions de Classe B, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(iii) un million huit cent quatre-vingt-un mille cent quarante-et-une (1.881.141) Actions de Classe C, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

par réduction de capital avec annulation par la Société de toutes les:

(i) quatre-vingt-huit mille huit cent soixante-huit (88.868) Actions de Classe D, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(ii) sept mille quatre cent quarante-quatre (7.444) Actions de Classe E1, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(iii) soixante-quatre mille neuf cent quarante-six (64.946) Actions de Classe E2, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(iv) trente-quatre mille quatre-vingt-deux (34.082) Actions de Classe E3, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune; et

(v) vingt-cinq mille cinq cent soixante-neuf (25.569) Actions de Classe E4, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

L'Assemblée prend acte par ailleurs que les fonds dus aux actionnaires en vertu de la réduction de capital seront versés par la Société aux actionnaires après l'expiration du délai de carence statutaire applicable conformément à l'article 69 de la Loi.

	Voix pour	Voix contre	Abstentions
Assemblée Générale	98.91%	0.60%	0.49%
Assemblée de classes	Voix pour	Voix contre	Abstentions
Actions de Classe A	98.37%	1.63%	0%
Actions de Classe B	100%	0%	0%
Actions de Classe C	98.92%	0%	1.08%
Actions de Classe D	100%	0%	0%
Actions de Classe E1	100%	0%	0%
Actions de Classe E2	100%	0%	0%
Actions de Classe E3	100%	0%	0%
Actions de Classe E4	100%	0%	0%

Le vote requis en faveur de la résolution étant exprimé, le Président déclare la résolution adoptée.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de créer de nouvelles actions de classe D comprenant des actions ayant une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune, ayant les droits et obligations déterminés dans les Statuts qui seront reformulés en vertu de la septième résolution ci-dessous, sans émettre aucune action dans cette classe à cette assemblée mais en prévision du capital autorisé.

	Voix pour	Voix contre	Abstentions
Assemblée Générale	99.40%	0.60%	0%
Assemblée de classes	Voix pour	Voix contre	Abstentions
Actions de Classe A	98.37%	1.63%	0%
Actions de Classe B	100%	0%	0%

Actions de Classe C	100%	0%	0%
Actions de Classe D	100%	0%	0%
Actions de Classe E1	100%	0%	0%
Actions de Classe E2	100%	0%	0%
Actions de Classe E3	100%	0%	0%
Actions de Classe E4	100%	0%	0%

Le vote requis en faveur de la résolution étant exprimé, le Président déclare la résolution adoptée.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de renoncer aux droits, statutaires et contractuels, de préemption de souscription des actionnaires en relation avec l'émission d'actions en vertu du capital social autorisé, et conformément avec les statuts de la Société.

	Voix pour	Voix contre	Abstentions
Assemblée Générale	98.91%	0.60%	0.49%
Assemblée de classes	Voix pour	Voix contre	Abstentions
Actions de Classe A	98.37%	1.63%	0%
Actions de Classe B	100%	0%	0%
Actions de Classe C	98.92%	0%	1.08%
Actions de Classe D	100%	0%	0%
Actions de Classe E1	100%	0%	0%
Actions de Classe E2	100%	0%	0%
Actions de Classe E3	100%	0%	0%
Actions de Classe E4	100%	0%	0%

Le vote requis en faveur de la résolution étant exprimé, le Président déclare la résolution adoptée.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de reconnaître et d'approuver le Rapport joint à la convocation et soumis à l'Assemblée, dont une copie restera annexée au procès-verbal de l'assemblée.

	Voix pour	Voix contre	Abstentions
Assemblée Générale	98.91%	0.60%	0.49%
Assemblée de classes	Voix pour	Voix contre	Abstentions
Actions de Classe A	98.37%	1.63%	0%
Actions de Classe B	100%	0%	0%
Actions de Classe C	98.92%	0%	1.08%
Actions de Classe D	100%	0%	0%
Actions de Classe E1	100%	0%	0%
Actions de Classe E2	100%	0%	0%
Actions de Classe E3	100%	0%	0%
Actions de Classe E4	100%	0%	0%

Le vote requis en faveur de la résolution étant exprimé, le Président déclare la résolution adoptée.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier et reformuler l'article 6.2 des Statuts, afin de créer un nouvel capital autorisé de la Société, conformément au Rapport.

	Voix pour	Voix contre	Abstentions
Assemblée Générale	98.91%	0.60%	0.49%
Assemblée de classes	Voix pour	Voix contre	Abstentions
Actions de Classe A	98.37%	1.63%	0%
Actions de Classe B	100%	0%	0%
Actions de Classe C	98.92%	0%	1.08%
Actions de Classe D	100%	0%	0%
Actions de Classe E1	100%	0%	0%

Actions de Classe E2	100%	0%	0%
Actions de Classe E3	100%	0%	0%
Actions de Classe E4	100%	0%	0%

Le vote requis en faveur de la résolution étant exprimé, le Président déclare la résolution adoptée.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de modifier et reformuler l'article 6.3 des Statuts pour refléter l'autorité accordé au conseil d'administration pour émettre de nouvelles actions à hauteur de la limite du capital social autorisé conformément au Rapport.

	Voix pour	Voix contre	Abstentions
Assemblée Générale	98.91%	0.60%	0.49%
Assemblée de classes	Voix pour	Voix contre	Abstentions
Actions de Classe A	98.37%	1.63%	0%
Actions de Classe B	100%	0%	0%
Actions de Classe C	98.92%	0%	1.08%
Actions de Classe D	100%	0%	0%
Actions de Classe E1	100%	0%	0%
Actions de Classe E2	100%	0%	0%
Actions de Classe E3	100%	0%	0%
Actions de Classe E4	100%	0%	0%

Le vote requis en faveur de la résolution étant exprimé, le Président déclare la résolution adoptée.

Septième résolution

L'Assemblée décide par les présentes de modifier et de reformuler intégralement sans modifier la clause d'objet social les Statuts pour refléter les résolutions 1, 2, 4, 5 et 6 ci-dessus et la modification générale des dispositions relatives au conseil d'administration, qui auront désormais la teneur suivante:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "Tele Columbus Holdings S.A." (la Société). La Société est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil d'administration (le Conseil). Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires (l'Assemblée Générale), adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et les personnes à l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances extraordinaires. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, tous titres et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. Il est entendu que la Société ne conclura pas de transaction qui impliquerait son engagement dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier, la Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de dette de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de

charges ou bien créer et accorder des sûretés sur la totalité ou sur une partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques, moyens juridiques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

I. Définitions

Art. 5. Termes Définis.

5.1 "Statuts" a la signification prévue à l'Article 1.

5.2 "Conseil" a la signification prévue à l'Article 2.1.

5.3 "Jour Ouvrable" signifie tout jour, autre qu'un samedi, un dimanche ou congé légal, où les institutions bancaires en République Fédérale d'Allemagne, au Grand-Duché de Luxembourg et au Royaume-Uni sont habituellement ouvertes pour affaires. Si, quand la délai pour donner la notification ou agir, expire un jour qui n'est pas un Jour Ouvrable, le délai sera automatiquement prolongé au premier Jour Ouvrable suivant ce jour.

5.4 "Actions de Classe A" signifie les actions ordinaires de classe A dans le capital de Société.

5.5 "Actions de Classe B" signifie les actions ordinaires de classe B dans le capital de Société.

5.6 "Actions de Classe C" signifie les actions ordinaires de classe C dans le capital de Société.

5.7 "Actions de Classe D" signifie les actions ordinaires de classe D dans le capital de Société.

5.8 "Société" a la signification prévue à l'Article 1.

5.9 "Administrateur" signifie un membre du Conseil.

5.10 "Première Assemblée des Actionnaires" a la signification prévue à l'Article 9.2 (ii).

5.11 "Assemblée Générale" a la signification prévue à l'Article 2.1.

5.12 "Groupe" signifie la Société et ses filiales directes et indirectes.

5.13 "Loi" a la signification prévue à l'Article 1.

5.14 "Cession Autorisée" signifie la cession autorisée, telle que définie dans le Pacte de Porteurs de Valeurs Mobilières (Securityholders Agreement).

5.15 "Appel Public à l'Épargne" signifie un appel public à l'épargne et une vente des titres de participation de la Société conformément à un enregistrement efficace ou à une liste efficace ou qualification sur une bourse des valeurs identifiée et réglementée conformément aux conditions applicables.

5.16 "Deuxième Assemblée des Actionnaires" a la signification prévue à l'Article 9.2 (ii).

5.17 "Pacte de Porteurs de Valeurs Mobilières" (Securityholders Agreement) a la signification prévue à l'Article 7.2.

5.18 "Action" signifie toute Action de Classe A, toute Action de Classe B, toute Action de Classe C, ou toute Action de Classe D.

5.19 "Troisième Assemblée des Actionnaires" a la signification prévue à l'Article 9.2 (ii).

5.20 "Garantie" (Warrant) signifie (i) toutes les garanties en vue d'acheter des actions dans la Société, et (ii) toutes les valeurs ou autres intérêts émis ou pouvant être émis directement ou indirectement en ce qui concerne les actions mentionnées à la clause (i) (ou leurs successeurs en vertu de cette clause (ii)) par un dividende, scission ou toute autre transaction ou en liaison avec une combinaison des valeurs, la recapitalisation, la fusion, la consolidation, l'échange, la conversion, le rachat ou toute autre transaction de réorganisation, et toutes valeurs ou autres intérêts qui sont convertibles en l'une de ces combinaisons ci-dessus mais sauf selon la présente clause (ii), à l'exclusion de toutes les actions (et de leurs successeurs) reçus en vertu de l'exercice des garanties mentionnées à la clause (i).

II. Capital - Actions

Art. 6. Capital.

6.1. Le capital social souscrit est fixé à quarante-deux mille trois cent vingt-deux euros et soixante-cinq centimes (42.322,65 EUR), représenté par des actions entièrement libérées composé de:

(i) un million huit cent treize mille six cent soixante-seize (1.813.676) Actions de Classe A, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(ii) cinq cent trente-sept mille quatre cent quarante-huit (537.448) Actions de Classe B, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(iii) un million huit cent quatre-vingt-un mille cent quarante-et-une (1.881.141) Actions de Classe C, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

(iv) zéro (0) Actions de Classe D, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

6.2. Outre le capital souscrit, la Société aura un capital autorisé de cinquante-neuf mille trois cent sept euros et deux centimes (59.307,02 EUR) qui sera composé au maximum de chacune des actions suivantes:

(i) quatre millions quatre cent trente-quatre mille six cent soixante-trois (4.434.663) Actions de Classe A, d'une valeur nominale d'un centime d'euros (0,01 EUR) chacune;

(ii) vingt-six mille neuf cent soixante-dix-sept (26.977) Actions de Classe B, d'une valeur nominale d'un centime d'euros (0,01 EUR) chacune;

(iii) deux cent soixante-trois mille sept cent quatre-vingt-treize (263.793) Actions de Classe C, d'une valeur nominale d'un centime d'euros (0,01 EUR); et

(iv) un million deux cent cinq mille deux cent soixante-neuf (1.205.269) Actions de Classe D, d'une valeur nominale d'un centime d'euros (0,01 EUR) chacune.

6.3. Le Conseil est autorisé pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la date de publication de l'acte de constitution à:

(i) augmenter le capital social actuel en une ou plusieurs fois dans les limites du capital autorisé par l'émission d'un maximum de chacune des nouvelles Actions mentionnées ci-dessus (en ce compris l'émission et/ou l'exercice des Garanties qui peuvent être émises par la Société) ayant les mêmes droits que les Actions existantes;

(ii) limiter ou supprimer les droits de souscription préférentiels des actionnaires aux nouvelles actions et déterminer les personnes autorisées à souscrire aux nouvelles actions; et

(iii) faire constater chaque augmentation de capital social par un acte notarié et modifier le registre des actions et les Statuts en conséquence.

6.4. Le capital social autorisé peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une décision de l'Assemblée Générale adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 7. Actions.

7.1. Le capital social de la Société est divisé en Actions de Classe A, Actions de Classe B, Actions de Classe C, et Actions de Classe D, chacune d'entre elles ayant la même valeur nominale.

7.2. Sauf si exigé par la loi ou prévu par les présents Statuts ou par toutes dispositions prévues dans un pacte de porteurs de valeurs mobilières (Securityholders Agreement) qui peut être conclu de temps à autre, entre, entre autres, la Société et ses actionnaires (Pacte de Porteurs de valeurs mobilières), toutes les actions votent ensemble et chaque détenteur d'actions peut exprimer son vote selon la manière qu'il choisit, quelle qu'elle soit.

7.3. Toutes les Actions de Classe A seront identiques à tous égards. Sous réserve de l'article 12.5, toutes les Actions de Classe A seront partagées à un taux égal en ce qui concerne le paiement des dividendes et toute distribution d'actifs autrement que par voie de dividendes, qui sont affectés sur une base globale à ces Actions de Classe A. Chaque Action de Classe A donnera droit à son détenteur à une voix lors d'une Assemblée Générale.

7.4. Toutes les Actions de Classe B seront identiques à tous égards. Sous réserve de l'article 12.5, toutes les Actions de Classe B seront partagées à un taux égal en ce qui concerne le paiement des dividendes et toute distribution d'actifs autrement que par voie de dividendes, qui sont affectés sur une base globale à ces Actions de Classe B. Chaque Action de Classe C donnera droit à son détenteur à une voix lors d'une Assemblée Générale.

7.5. Toutes les Actions de Classe C seront identiques à tous égards. Sous réserve de l'article 12.5, toutes les Actions de Classe C seront partagées à un taux égal en ce qui concerne le paiement des dividendes et toute distribution d'actifs autrement que par voie de dividendes, qui sont affectés sur une base globale à ces Actions de Classe C. Chaque Action de Classe C donnera droit à son détenteur à une voix lors d'une Assemblée Générale.

7.6. Toutes les Actions de Classe D seront identiques à tous égards. Sous réserve de l'article 12.5, toutes les Actions de Classe D seront partagées à un taux égal en ce qui concerne le paiement des dividendes et toute distribution d'actifs autrement que par voie de dividendes, qui sont affectés sur une base globale à ces Actions de Classe D. Chaque Action de Classe D donnera droit à son détenteur à une voix lors d'une Assemblée Générale.

7.7. La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaires.

7.8. Les actions sont et resteront des actions nominatives.

7.9. Un registre des actions est tenu au siège social et peut être consulté par chaque actionnaire qui en fait la demande.

7.10. Une cession d'actions s'opère par la mention sur le registre des actions, d'une déclaration de cession, dûment datée et signée par le cédant et le cessionnaire tous deux ou par leurs mandataires habilités, après avoir été notifiée ou acceptée par la Société, conformément à l'article 1690 du Code Civil. La Société peut également accepter comme preuve de la cession d'actions, d'autres documents établissant l'accord conclu entre le cédant et le cessionnaire.

7.11. Les actions peuvent être émises en valeurs unitaires de moins d'une action. Les fractions d'actions auront les mêmes droits sur une base fractionnelle que l'ensemble des actions, à condition que les actions soient autorisées à voter uniquement si le nombre de fractions d'actions peut être cumulé en une ou plusieurs actions totales.

7.12. Si il y a plusieurs détenteurs d'une action ou coupure d'action, l'exercice des droits de vote y afférents sera suspendu, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à l'égard de la Société, propriétaire de l'action ou de la coupure.

7.13. En cas de distribution (de dividendes, de dividendes intérimaires, boni de liquidation ou autre), plusieurs détenteurs d'une action ou de valeurs unitaires d'action sont habilités à recevoir des distributions en proportion du pourcentage de co-détention d'action ou de la coupure d'action qu'ils détiennent, étant entendu que la Société devra payer de telles distributions dans les proportions détenues par cette pluralité de détenteurs ou détenteurs d'une coupure d'actions tel qu'indiqué dans son registre d'actions.

7.14. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.

7.15. Toute cession d'actions sera soumise à (i) toutes restrictions de cession incluses dans tout contrat conclu par les actionnaires et la Société de temps à autre et (ii) la notification de ces restrictions par le cédant au cessionnaire et à la Société.

Art. 8. Conseil d'administration.

8.1. Composition du conseil d'administration.

(i) La Société est gérée par un conseil d'administration (le Conseil) composé d'au moins trois (3) membres et au maximum de neuf (9) membres. Les administrateurs ne sont pas nécessairement actionnaires.

(ii) L'Assemblée Générale nomme les administrateurs et fixe leur nombre, leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat. Les administrateurs ne peuvent pas être nommés pour plus de six (6) ans, mais sont rééligibles à la fin de leur mandat. L'Assemblée Générale peut décider de nommer un ou plusieurs administrateurs de classe A et un ou plusieurs administrateurs de classe B.

(iii) Les administrateurs sont révocables à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'Assemblée Générale.

(iv) Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent qui représente ladite personne morale dans sa mission d'administrateur. Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

(v) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer sa mission, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

(vi) En cas de vacance d'un poste d'administrateur, la majorité des administrateurs restants peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la nomination définitive, qui a lieu lors de la prochaine Assemblée Générale.

8.2. Pouvoirs du conseil d'administration

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux Actionnaires sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le Conseil doit rendre compte à l'Assemblée Générale annuelle, de tous traitements, émoluments et/ou avantages quelconques, alloués à ce(s) administrateur(s) pendant l'exercice social en cause.

8.3. Procédure

(i) Le Conseil doit élire en son sein un président et peut désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et qui est responsable de la tenue des procès-verbaux de réunions du Conseil et de l'Assemblée Générale.

(ii) Le Conseil se réunit sur convocation du président ou d'un (1) administrateur de classe A au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(iii) Il est donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iv) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(v) Un administrateur peut donner une procuration à tout autre administrateur afin de d'être représenté à toute réunion du Conseil.

(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres et la majorité des administrateurs de classe A sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés, pourvu qu'au cas où les Actionnaires ont nommé un ou plusieurs administrateurs de classe A et un ou plusieurs administrateurs de classe B, au moins la majorité des administrateurs de classe A et un (1) administrateur de classe B votent en faveur de la décision. La voix du président n'est pas prépondérante. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président, par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (s'il en existe un).

(vii) Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(ix) Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une transaction qui ne concerne pas des opérations courantes conclues dans des conditions normales, est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la réunion. L'administrateur en cause ne peut prendre part à ces délibérations. Un rapport spécial relatif à ou aux transactions concernées est soumis aux actionnaires avant tout vote, lors de la prochaine Assemblée Générale.

8.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toutes circonstances, par les signatures conjointes de deux (2) administrateurs ou si les actionnaires ont nommé différentes classes d'administrateurs, à savoir des administrateurs de classe A et des administrateurs de classe B, par les signatures conjointes d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués par le Conseil.

8.5. Responsabilité des administrateurs Les administrateurs ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Actionnaire(s)

Art. 9. Assemblées générales des actionnaires.

9.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des actionnaires sont adoptées en Assemblée Générale. L'Assemblée Générale a les pleins pouvoirs pour adopter et ratifier tous les actes et opérations qui sont conformes à l'objet social de la société.

(ii) Chaque Action donne droit à un (1) vote.

9.2 Convocations, quorum, majorité et procédures de vote.

(i) Une Assemblée Générale peut être convoquée par le Conseil, le(s) commissaire(s) aux comptes ou sur proposition ou requête d'un ou plusieurs actionnaires qui détiennent ensemble dix pour cent (10%) ou plus des Actions alors en circulation, et qui en ont fait la demande au Conseil ou au(x) commissaire(s) aux comptes par écrit avec une indication de l'ordre du jour. La convocation à toute réunion des actionnaires sera envoyée par courrier recommandé à chaque actionnaire au moins huit (8) jours avant la date prévue pour cette Réunion et indiquera l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de la Réunion; à condition que si les détenteurs de toutes les Actions sont présents ou représentés lors de la Réunion et reconnaissent avoir été informés de l'ordre du jour de la Réunion, la Réunion puisse être tenue sans convocation préalable.

(ii) Quorum. Toutes les résolutions des actionnaires seront adoptées lors d'une assemblée (la Première Assemblée d'Actionnaires) où cinquante pour cent (50%) de chacune des catégories des Actions de Classe A, des Actions de Classe B et des Actions de Classe C alors en circulation sont présents ou représentés. Si dans un délai de trente (30) minutes suivant le temps imparti pour la Première Assemblée d'Actionnaires un quorum n'est pas présent, ou si pendant la Première Assemblée d'Actionnaires un quorum cesse d'être présent, la Première Assemblée d'Actionnaires sera ajournée au jour qui survient dix (10) Jours Ouvrables suivant la Première Assemblée d'Actionnaires (ou si ce n'est pas un Jour Ouvrable au Jour Ouvrable suivant) à la même heure et au même endroit (la Deuxième Assemblée d'Actionnaires), et une notification écrite de celle-ci sera distribuée par le Président aux actionnaires dans un délai de vingt-quatre (24) heures à compter de l'ajournement. Le quorum lors de cette Deuxième Assemblée d'Actionnaire sera présent lorsque vingt-cinq (25%) des Actions alors en circulation sont présents ou représentés et cette Deuxième Assemblée d'Actionnaire ne statuera pas valablement sur tout point qui n'a pas été identifié à l'ordre du jour de la Première Assemblée d'Actionnaire dans la notification originale distribuée aux Actionnaires concernés. Si dans un délai de trente (30) minutes suivant le temps imparti pour la Deuxième Assemblée d'Actionnaire, un quorum n'est pas présent, ou si pendant la Deuxième Assemblée d'Actionnaire un quorum cesse d'être présent, la Deuxième Assemblée d'Actionnaire sera ajournée au jour qui survient vingt (20) Jours Ouvrables suivant la Première Assemblée d'Actionnaire (ou si ce n'est pas un Jour Ouvrable

au Jour Ouvrable suivant) à la même heure et au même endroit (la Troisième Assemblée d'Actionnaire), et une notification écrite de celle-ci sera distribuée par le Président aux actionnaires dans un délai de 24 heures à compter de l'ajournement. Lors de la Troisième Assemblée d'Actionnaire, les détenteurs des Actions présents ou représentés à tout moment donné pendant cette Assemblée constitueront un quorum et cette Troisième Assemblée d'Actionnaire ne statuera pas valablement sur tout point qui n'a pas été identifié à l'ordre du jour de la Première Assemblée d'Actionnaire dans la notification originale distribuée aux Actionnaires concernés.

(iii) Sauf si la Loi l'exige, les résolutions à une Assemblée Générale valablement convoquée seront adoptées à la majorité simple des voix exprimées. Pour tout point qui fera l'objet d'un vote par les détenteurs des Actions, chaque détenteur peut exprimer une voix pour chaque Action ainsi détenue en rapport avec ce sujet.

(iv) Un actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne, actionnaire ou non, afin d'être représenté à toute Assemblée Générale.

(v) Toutes les Assemblées Générales seront tenues au siège social ou à tout autre endroit à Luxembourg comme cela sera indiqué ou fixé dans les convocations ou renoncations à celles-ci, sous réserve de l'Article 9.2 (vi) ci-dessous.

(vi) Tout actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par téléphone ou visioconférence, ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes prenant part à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion à condition que les associés qui détiennent au moins la moitié de la totalité des votes représentés à cette Assemblée Générale soit assistent à cette réunion en personne à Luxembourg ou participent en utilisant les moyens de communication qui sont situés physiquement à Luxembourg. La participation à cette réunion fera office de présence et de présence physique à cette réunion.

(vii) Toutes les Assemblées Générales seront présidées par le président de l'assemblée, qui sera le Président (ou un représentant de celui-ci). Le président de toute Assemblée Générale déterminera le calendrier et la procédure à l'Assemblée Générale, y compris cette réglementation sur la façon de voter et la conduite de la discussion qui lui semble dans l'ordre.

(viii) Tout actionnaire peut voter en utilisant les bulletins prévus à cet effet par la Société. Sur les bulletins de vote, figurent la date, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée ainsi que le texte des résolutions proposées. Pour chaque résolution, il doit figurer sur le bulletin trois cases permettant de voter pour ou contre la résolution ou de s'abstenir. Les Actionnaires doivent renvoyer les bulletins de vote au siège social. Seuls les bulletins de vote reçus avant l'Assemblée Générale sont pris en compte pour le calcul du quorum. Les bulletins sur lesquels ne figurent ni un vote ni une abstention sont nuls et non venus.

(ix) Tout détenteur de Garanties sera autorisé à être un observateur qui peut être présent et prendre la parole, mais ne peut pas voter, à toutes Assemblées Générales et sera autorisé à recevoir toutes les informations communiquées aux administrateurs, sous réserve des mêmes exigences de confidentialité applicables (le cas échéant), concernant cette Assemblée Générale.

(x) Sauf si la Loi l'exige, les points prévus au présent Article 9.2 seront soumis à l'approbation des actionnaires comme indiqué ci-après.

(xi) Le vote affirmatif de plus de cinquante pour cent (50%) des voix exprimées à une Assemblée Générale (ou par consentement écrit à l'unanimité tenant lieu d'assemblée) sera nécessaire pour autoriser (i) toute cession matérielle d'actifs ou titres de participation détenus par tout membre du Groupe qui n'est pas une Cession Autorisée ou (ii) toute action qui exige cette approbation conformément à tout Pacte de Porteurs de Valeurs Mobilières.

(xii) Le vote affirmatif de plus de soixante-six et deux tiers pour cent (66-2/3%) des voix exprimées à une Assemblée Générale par chacune des (A) Actions de Classe A et Actions de Classe B regroupées, (B) Actions de Classe C et (C) Actions de Classe D sera nécessaire pour autoriser toute modification des Statuts autre qu'en rapport avec un Appel Public à l'Épargne ou une émission d'Actions valablement autorisée et effectuée conformément aux présents Statuts et au Pacte de Porteurs de Valeurs Mobilières, à condition qu'aucune modification statutaire ne soit réalisée qui altère de façon disproportionnelle et défavorable (défavorable y compris sur la base du traitement amélioré aux autres classes d'actionnaires) ou injuste toute classe d'actionnaires en comparaison avec les autres classes d'actionnaires (comme déterminé conformément au Pacte de Porteurs de Valeurs Mobilières) sans le consentement affirmatif séparé de plus de soixante-six et deux tiers pour cent (66-2/3%) de cette classe d'actionnaires altérée d'une façon disproportionnée et défavorable ou injuste.

(xiii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un actionnaire dans la Société exige le consentement unanime des actionnaires et des obligataires (le cas échéant).

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 10. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

10.1. L'exercice social commence le premier 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

10.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de résultats ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des agents, Administrateurs et commissaires aux comptes envers la Société.

10.3. Un mois avant l'Assemblée Générale Annuelle, le Conseil remet aux commissaires aux comptes un rapport sur les opérations de la Société et les pièces justificatives afférentes. Les commissaires aux comptes doivent ensuite faire un rapport contenant leurs propositions et conclusions.

10.4. L'Assemblée Générale annuelle a lieu au siège social ou à tout autre endroit dans les limites de la commune où est situé le siège social, tel que précisé dans les convocations, le second mardi de mai de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvrable à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle aura lieu le Jour Ouvrable suivant.

10.5. L'Assemblée Générale annuelle peut être tenue à l'étranger si, selon le jugement absolu et définitif du Conseil, des circonstances exceptionnelles l'exigent.

Art. 11. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

11.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires.

11.2. Dans les cas prévus par la loi, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises.

11.3. L'Assemblée Générale nomme les commissaires/réviseurs d'entreprises et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans mais peut être renouvelé.

Art. 12. Affectation des bénéfices.

12.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve légale. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

12.2. L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde restant des bénéfices nets annuels Elle peut décider d'affecter ce bénéfice au paiement d'un dividende, le transférer à un compte de réserve ou le reporter conformément aux dispositions légales applicables.

12.3. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) les comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) les comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris les primes d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire;

(iii) la décision de distribuer des acomptes sur dividendes est adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

Dans leur rapport au Conseil, les commissaires ou les réviseurs d'entreprises, selon le cas, doivent vérifier si les conditions prévues ci-dessus ont été remplies.

12.4. Lorsque la Société distribue des valeurs mobilières aux actionnaires, le Conseil peut exiger comme condition de la distribution de valeurs mobilières que les actionnaires signent et remettent ces documents que le Conseil peut juger nécessaires ou appropriés afin d'assurer la conformité avec les lois sur les valeurs mobilières de toute juridiction qui s'applique à cette distribution et toute autre cession des valeurs mobilières distribuées, et peut convenablement mettre les indications pertinentes sur les certificats qui représentent ces valeurs mobilières afin de refléter toute restriction de cession en ce qui concerne ces lois.

12.5. Nonobstant toute disposition contraire ci-après, la distribution du dividende sera effectuée conformément aux dispositions de distribution de tout Pacte de Porteurs de Valeurs Mobilières qui peut être conclu de temps à autre, entre notamment, la Société et ses actionnaires.

VI. Dissolution - Liquidation

13.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts. L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

13.2 Le boni de liquidation après réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux actionnaires conformément aux Articles 12.4 et 12.5.

VIII. Disposition générale

14.1 Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires peuvent être établies par écrit, fax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

14.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Sous réserve des conditions ci-dessus, les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un Administrateur conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

14.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les

signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et même document.

14.4 Pour tous les points non expressément prévus par les présents Statuts, il est fait référence à la loi applicable et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les actionnaires

	Voix pour	Voix contre	Abstentions
Assemblée Générale	98.91%	0.60%	0.49%
Assemblée de classes	Voix pour	Voix contre	Abstentions
Actions de Classe A	98.37%	1.63%	0%
Actions de Classe B	100%	0%	0%
Actions de Classe C	98.92%	0%	1.08%
Actions de Classe D	100%	0%	0%
Actions de Classe E1	100%	0%	0%
Actions de Classe E2	100%	0%	0%
Actions de Classe E3	100%	0%	0%
Actions de Classe E4	100%	0%	0%

Le vote requis en faveur de la résolution étant exprimé, le Président déclare la résolution adoptée.

Huitième résolution

L'Assemblée décide (i) de modifier le du registre des actionnaires de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout administrateur de la Société, chacun agissant individuellement, pour enregistrer pour le compte de la Société l'annulation de toutes les Actions de Classe D, toutes les Actions de Classe E1, toutes les Actions de Classe E2, toutes les Actions de Classe E3, toutes les Actions de Classe E4 dans le registre des actionnaires de la Société et (ii) de créer un nouveau registre pour les actions de Classe D nouvellement créées en vertu de la résolution 2 ci-dessus.

	Votes pour	Votes contre	Abstentions
Assemblée Générale	99.40%	0.60%	0%

Le vote requis en faveur de la résolution étant exprimé, le Président déclare la résolution adoptée.

Neuvième résolution

L'Assemblée, après considération de la lettre de démission datée du 20 décembre 2013, décide par les présentes de prendre acte de la démission de M. Eugene Musselman de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 20 décembre 2013.

	Votes pour	Votes contre	Abstentions
Assemblée Générale	98.80%	0.60%	0.60%

Votes pour 98.80% Votes contre 0.60% Abstentions 0.60% Le vote requis en faveur de la résolution étant exprimé, le Président déclare la résolution adoptée.

Dixième résolution

L'Assemblée, après considération de la lettre de démission datée du 20 décembre 2013, décide par les présentes de prendre acte de la démission de M. Gerhard Bickmann de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 31 décembre 2013.

	Votes pour	Votes contre	Abstentions
Assemblée Générale	98.80%	0.60%	0.60%

Le vote requis en faveur de la résolution étant exprimé, le Président déclare la résolution adoptée.

Onzième résolution

L'Assemblée, après considération de la lettre de démission datée du 2 octobre 2013, décide par les présentes de prendre acte de la démission de M. Christian Boekhorst de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 2 octobre 2013.

	Votes pour	Votes contre	Abstentions
Assemblée Générale	99.40%	0.60%	0%

Le vote requis en faveur de la résolution étant exprimé, le Président déclare la résolution adoptée.

Douzième résolution

L'Assemblée décide d'octroyer décharge intermédiaire à chacun de Christian Boekhorst, Eugene Musselman et Gerhard Bickmann pour l'exécution de leurs fonctions depuis la date de leur nomination respective jusqu'à la date de leur démission respective.

	Votes pour	Votes contre	Abstentions
Assemblée Générale	99.40%	0.60%	0%

Le vote requis en faveur de la résolution étant exprimé, le Président déclare la résolution adoptée.

Treizième résolution

L'Assemblée décide de (i) prendre acte et confirmer la réélection aux fonctions d'administrateur de la Société de M. Christian Boekhorst, né le 4 septembre 1972 à Nijmegen, les Pays-Bas, dont l'adresse professionnelle se situe 12 Doria Road, Londres SW6 4UG, Royaume-Uni par le conseil d'administration le 20 décembre 2013 et (ii) PAR AILLEURS d'approuver sa nouvelle désignation comme administrateur de classe A avec effet à la date de l'Assemblée pour une durée qui expirera à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société.

	Votes pour	Votes contre	Abstentions
Assemblée Générale	98.91%	0.60%	0.49%

Le vote requis en faveur de la résolution étant exprimé, le Président déclare la résolution adoptée.

Quatorzième résolution

L'Assemblée décide d'approuver la nouvelle désignation en tant qu'administrateur de classe A de la Société de M. Ronny Verhelst, né le 19 mai 1963 à Courtrai, Belgique, dont l'adresse se situe Rüsternallee 15, 14050 Berlin, Allemagne, avec effet à la date de l'Assemblée pour une durée qui expirera à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société.

	Votes pour	Votes contre	Abstentions
Assemblée Générale	99.40%	0.60%	0%

Le vote requis en faveur de la résolution étant exprimé, le Président déclare la résolution adoptée.

Quinzième résolution

L'Assemblée décide d'approuver la nomination des personnes suivantes en tant qu'administrateurs de classe A avec effet à la date de l'Assemblée pour une durée qui expirera à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société:

(i) Yves Leterme, né le 6 octobre 1960, à Wervik, Belgique et dont l'adresse se situe au Stoffelstraat 28/4E, 8900 Ieper, Belgique; et

(ii) Frank Posnanski, né le 9 mars 1967 à Niederwenigern, Allemagne et dont l'adresse se situe Nehringstrasse 20, 14059 Berlin, Allemagne.

	Votes pour	Votes contre	Abstentions
Assemblée Générale	99.40%	0.60%	0%

Le vote requis en faveur de la résolution étant exprimé, le Président déclare la résolution adoptée.

Seizième résolution

L'Assemblée décide (i) de prendre acte et de confirmer la nomination aux fonctions d'administrateur de la Société de M. Dominique Robyns, né le 31 décembre 1958 à Alost, Belgique et dont l'adresse se situe 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg par le conseil d'administration le 16 septembre 2013 et (ii) d'approuver sa nouvelle désignation comme administrateur de classe B avec effet à la date de l'Assemblée pour une durée qui expirera à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société.

	Votes pour	Votes contre	Abstentions
Assemblée Générale	98.91%	0.60%	0.49%

Le vote requis en faveur de la résolution étant exprimé, le Président déclare la résolution adoptée.

Dix-septième résolution

L'Assemblée décide d'approuver la nomination des personnes suivantes en tant qu'administrateurs de classe B avec effet à la date de l'Assemblée pour une durée qui expirera à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société:

(i) Franck Doineau, né le 15 août 1969 à La Guerche-de-Bretagne, France et dont l'adresse se situe 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

(ii) Valery Beuken, né le 14 juin 1977 à Verviers, Belgique et dont l'adresse se situe 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

(iii) Mélanie Wilkin, née le 12 janvier 1982 à Liège, Belgique et dont l'adresse se situe 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg; et

(iv) Sandra Rolland, née le 4 septembre 1972 à Hayange, France et dont l'adresse se situe 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

	Votes pour	Votes contre	Abstentions
Assemblée Générale	98.91%	0.60%	0.49%

Le vote requis en faveur de la résolution étant exprimé, le Président déclare la résolution adoptée.

Estimation des frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations et charges, de quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société ou qui doivent lui être facturés en raison du présent acte, sont estimés à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. En cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

En foi de quoi le présent acte notarié a été passé à Esch-sur-Alzette, à la date indiquée en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire agissant pour le compte des parties comparantes, le mandataire a signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: Conde, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 février 2014. Relation: EAC/2014/1778. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014025684/1555.

(140030247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2014.

Köln, Breite Straße 103-105 Beteiligung B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 173.655.

In the year two thousand and thirteen, on the sixteenth day of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Köln, Breite Straße 103-105 Beteiligung B S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500 having its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 12 December 2012, published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations on 6 February 2013 under number 286, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 173655,

The articles of incorporation have not been amended yet.

The meeting opened with Mr Régis Galiotto, employee, professionally residing in Luxembourg, in the chair.

The chairman designated as secretary and the meeting elected as scrutineer Mrs Solange Wolter-Schieres, employee, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declare and requests the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Decision to change the language of the articles of association of the Company from German to English followed by a German translation and decision that the English version shall prevail;

2. Decision to change the Company's corporate object which shall read as follows:

"The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad. The Company may directly or through one or more subsidiaries or otherwise invest in, hold, manage or control intellectual property or similar rights as well as real estate located in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures. In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (including up stream or cross stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.";

3. Decision to fully restate the articles of association of the Company; and

4. Miscellaneous.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list. This attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialled "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to this deed.

III. That pursuant to the attendance list, all of the share capital is present or represented and all the shareholders present or represented declare that they have had notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, and agree to waive any further notice requirements.

IV. That the present meeting is regularly constituted and may therefore validly deliberate on all the items of the agenda.

The extraordinary general meeting of shareholders has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders unanimously decides to change the language of the articles of association of the Company from German to English followed by a German translation. The English version of the articles of association of the Company shall prevail.

Second resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders unanimously decides to change the Company's corporate object in order to read as follows:

"The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad. The Company may directly or through one or more subsidiaries or otherwise invest in, hold, manage or control intellectual property or similar rights as well as real estate located in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures. In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (including up stream or cross stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.".

Third resolution

The extraordinary general meeting of shareholders decides to fully restate the articles of association of the Company in order to implement the above resolutions which shall henceforth read as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name Köln, Breite Straße 103-105 Beteiligung B S.à r.l. (the "Company") exists between the current shareholder(s) and all persons who will become shareholders thereafter. The Company is governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad. The Company may directly or through one or more subsidiaries or otherwise invest in, hold, manage or control intellectual property or similar rights as well as real estate located in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures. In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (including up stream or cross stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the municipality of Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality of Niederanven by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers

Art. 5. Share capital and Shareholders. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares each with a nominal value of one Euro (EUR 1) and with such rights and obligations as set out in the articles of association and as may be agreed in an shareholders, frame work or like agreement between the Shareholders (if any) (an "Arrangement"). The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Reserved Matters. The following matters shall always require the prior authorisation or approval by the general meeting of shareholders resolving as set forth in Article 14 para 4 (ii):

- (a) any changes to the articles of association including any capital measures;
- (b) unless already provided for in these articles of association, in particular pursuant to Article 17.2, any implementation of disproportionate distribution rights where profits are to be distributed among the shareholders disproportionate to the shareholders' equity participation in the Company;
- (c) any transformation of the Company including any merger, change of legal form, spin-offs consolidation, or other business combination, by means of any transaction or series of related transactions;
- (d) the liquidation or dissolution of the Company;
- (e) repurchases or redemption of shares or other equity instruments of the Company; and
- (f) consent to any affiliation and/or domination agreements under which the Company agrees to be dominated by another entity, to transfer all or substantially all of its profits to another entity or to reimburse another company for losses incurred by such other company, provided that this does not apply for respective agreements between the Company and its subsidiaries.

Art. 7. Transfer of Shares. Any transfer of shares shall be subject to the prior approval of the general meeting and the provisions of an Arrangement (if any).

Decisions of the general meeting to approve any transfer of shares of the Company shall only be validly adopted if approved by all shareholders representing all (100%) of the issued share capital, provided, however, that any transfer of

shares requires only the approval by shareholders representing at least three quarters (75%) of the issued share capital, if Article 9 and Article 10 below have been observed.

Any transfer of shares not done in accordance with the provision of the articles and the relevant Arrangement (if any) shall not be valid or effective and shall not be recognised.

Art. 8. Drag-Along Right.

Art. 8.1. If a shareholder or several shareholders jointly holding fifty percent (50%) or more of the issued share capital wish(es) to sell and transfer all or parts of its/their shares to a bona fide third party, i.e. not a party that is an affiliated company according to article 309 of the law of 10th August, 1915, as amended, on commercial companies (“Third Party Purchaser”, any such sale a “Drag Trigger Sale” and each shareholder so wishing to effect such Drag Trigger Sale the “Proposing Shareholder”), the Proposing Shareholder shall have the right to require by way of a written notice to the other shareholders (each a “Drag Shareholder”) duly signed by the Proposing Shareholder prior to completion of the Drag Trigger Sale to also sell and transfer all or the same percentage of their shares, respectively, as the Proposing Shareholder to the Third Party Purchaser (the “Drag Disposal Notice”) within a time period of at least ten (10) bank working days (a “Bank Working Day” meaning a day on which banks in Frankfurt am Main, Germany, are regularly open to public) following receipt of the Drag Disposal Notice by all other shareholders.

Art. 8.2. The sale and transfer of the shares to be sold by the Drag Shareholder pursuant to the Drag Disposal Notice shall be effected to the same Third Party Purchaser and on the same terms and conditions, including the price per share (such terms and conditions to be set out in the Drag Disposal Notice) as is the Drag Trigger Sale, provided that the Drag Shareholder (i) shall not be obliged to give any representations or warranties other than customary representations and warranties with respect to authority and title in the shares to be sold pursuant to the Drag Disposal Notice, (ii) shall not be subject to any non-compete or non-solicitation obligations in connection with the sale, (iii) shall not be jointly liable with any other party to the relevant sale of shares, and (iv) shall in no event be liable for an amount higher than the proceeds from the sale actually received by the relevant Drag Shareholder.

Art. 8.3. The Drag Shareholder’s obligation to sell and transfer its shares pursuant to the Drag Disposal Notice shall terminate if the relevant sale and transfer is not completed within 90 days following the receipt of the Drag Disposal Notice by all other shareholders (120 days if regulatory approval is required).

Art. 9. Tag-Along Right.

Art. 9.1. If a shareholder (the “Disposing Shareholder”) sells shares (any such sale a “Tag Trigger Sale”), such Disposing Shareholder shall procure that (i) the other shareholders of the Company (each a “Tag Shareholder”) can sell their shares in the Company on a pro-rata basis at a price per share equal to the price per share under the Tag Trigger Sale and otherwise at conditions no more onerous to the Tag Shareholder than are the conditions to the Disposing Shareholder under the Tag Trigger Sale (any sale so to be made by any Tag Shareholder a “Tag Sale”), and (ii) the purchase price to be paid under the Tag Sale to the Tag Shareholder is then fully paid provided that the Tag Shareholder (A) shall not be obliged to give any representations or warranties other than customary representations and warranties with respect to authority and title in the Shares to be sold, (B) shall not be subject to any non-compete or non-solicitation obligations in connection with the sale, (C) shall not be jointly liable with any other party to the relevant sale of shares, and (D) shall in no event be liable for an amount higher than the proceeds from the sale actually received by it.

Art. 9.2. The obligations of the Disposing Shareholder under this Article 9 shall fall away in relation to the relevant Tag Trigger Sale, if within four (4) weeks of the Tag Shareholder having been notified of the above prerequisites having been met and the purchase price to apply, it has not notified the Disposing Shareholder that it wishes to effect the Tag Sale.

Art. 10. Right of First Refusal.

Art. 10.1. Any shareholder wishing to transfer shares shall first deliver to the other shareholder a written notice of its desire to do so (the “Transfer Notice”). The Transfer Notice shall at least contain the following information:

- (a) number of shares to be transferred;
- (b) purchase price and/or other consideration for the intended transfer;
- (c) due date of the purchase price and/or other consideration; and
- (d) representations, warranties, indemnities etc. to be given by the transferring shareholder.

Art. 10.2. If a shareholder has delivered a Transfer Notice to the other shareholder, such other shareholder shall be entitled to purchase the shares offered by the transferring shareholder on the same terms and conditions as stated in the Transfer Notice within a time period of 4 (four) weeks after receipt of the Transfer Notice (the “Right of First Refusal”).

The Right of First Refusal shall be exercised by notice to the transferring shareholder.

Art. 10.3. If (i) the procedures as set forth in Article 9 and in this Article 10 have been observed properly by the relevant transferring shareholder, (ii) the other shareholder has not purchased the offered shares and (iii) no transfer restrictions according to the provisions of the Arrangement apply, the relevant transferring shareholder may within the

following two (2) months sell and transfer, subject to Article 8 and Article 9, the shares to a purchaser on conditions not more favourable for the purchaser than those notified in the Transfer Notice.

Art. 10.4. In order to ensure compliance with the procedures as set forth in this Article 10, the relevant transferring shareholder shall submit a certified copy of the executed share purchase agreement to the other shareholders.

Art. 11. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a decision of the general meeting of shareholders (adopted by shareholders representing more than half (50%) of the Company's share capital), which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers eight (8) days at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution.

Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively signed, certified or an extract thereof may be issued under the joint signature of any two managers.

Art. 12. Management Powers, Binding signature. Subject to article 6, the sole manager or as the case may be the board of managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting or as may be provided in an Arrangement (if any), and subject to article 6, shall be within the competence of the sole manager or as the case may be the board of managers. Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be the board of managers has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the articles of association to the general meeting or as may be provided in an Arrangement (if any), or as may be provided herein (including article 6).

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the signature of any two managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only a sole manager), or the board of managers or by any two managers (including by way of representation).

Art. 13. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares in the issued share capital he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 14. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail or overnight courier service to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days in advance of the effective date of the resolution (subject to the required majority having been obtained) by registered mail or overnight courier service. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions but at the earliest eight (8) days after having been sent to all shareholders (or if later, subject to the satisfaction of the

majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except if a higher majority is required by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the issued share capital; provided that (ii) decisions to approve or authorise a reserved matter pursuant to article 6 shall only be validly adopted if approved by all shareholders representing all (100%) of the issued share capital, provided however, that this shall not apply in relation to such measures listed in Annex 1 to these articles of association which shall form part of these articles of association.

In case and for as long as the Company has more than 25 shareholders, an annual general meeting shall be held on first Tuesday of the month of June at 11:00 of each year. If such day is not a Bank Working Day, the meeting shall be held on the immediately following Bank Working Day.

Art. 15. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on the last day of the month of December of the same year.

Art. 16. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 17. Distributions.

Art. 17.1. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 17.2. Dividends and other distributions shall be made pro rata to the proportion of the shareholders' shares in the issued share capital. If and as far as, however, a shareholder has contributed to the Company more equity (other than the subscribed issued share capital) than the other shareholders (e.g. by share premium, payments into the capital reserve, contributions in kind to the Company or subsidiaries, etc.) ("Investment"), all dividends and other distributions shall be made primarily to such shareholder until his Investments have been completely compensated.

Art. 18. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

After all debts and liabilities of the Company are fully paid or duly provisioned for, any surplus assets may be distributed to the shareholders under application of the principles set forth in Article 17.2 which shall apply mutatis mutandis to the distribution of any liquidation proceeds.

Art. 19. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915, as amended, on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 20. Applicable Law. For anything not dealt with in the articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Art. 21. Arbitration. All disputes between the shareholders arising out of or in connection with these articles of association, its completion or implementation shall be conclusively decided pursuant to the rules of arbitration of the International Chamber of Commerce (ICC), Paris, in its respective applicable version at that point in time, with the exclusion of recourse to the courts of law. The location of the arbitration proceedings shall be Zurich, Switzerland. The arbitrators shall be appointed in accordance with the rules of arbitration of the International Chamber of Commerce (ICC), Paris. The language of the arbitration proceedings shall be English, although means of evidence may be presented also in German. The arbitrators have no authority to award punitive damages or any other damages not measured by the prevailing party's actual damages, and may not, in any event, make any ruling, finding or award that does not conform to the terms and conditions of this articles of association and the Arrangement (if any).

As far as compulsory statutory law requires the decision upon a matter out of or in connection with this Agreement or its execution by a court of law, the exclusive place of jurisdiction shall be Luxembourg.

Art. 22. Interpretation. In case of any different interpretation of the articles of association in German and English language, the English wording shall prevail.

Annex 1

The following matters shall not require the prior authorisation or approval by the general meeting of shareholders pursuant to Article 6(c):

1. Any sale, lease, transfer or other disposition (in a single transaction or series of related transactions) of (i) the real estate owned by the Company or hereditary building rights, (ii) any line of business or operations (whether by sale of assets or otherwise), (iii) all or substantially all of the property or assets of the Company, or (iv) any sale of a stake in a subsidiary of the Company, provided that such action is implemented after 7 September 2015.

2. Any approval or modification of the annual capital and operating budget of the Company.

3. Any acquisition by the Company (in a single transaction or a series of related transactions) of (i) any assets or property with an aggregate value in excess of EUR 2,000,000, or (ii) any company, line of business or operations (whether by purchase of shares, merger or otherwise), to the extent such acquisitions are related to the existing business of the Company.

4. (i) The creation, incurrance or assumption of any indebtedness in excess of EUR 2,000,000 and (ii) any loans or advances to, guarantees for the benefit of, or other investments in any other person (other than a wholly owned subsidiary of the Company), other than in the ordinary course of business or provided for in the budget or to secure liquidity for the ordinary business operation.

5. File a voluntary petition in bankruptcy, or a petition or an answer seeking reorganization or an arrangement with creditors, or to take advantage of any bankruptcy, reorganization, insolvency, readjustment of debt, dissolution or liquidation laws or statutes, or an answer admitting the material allegations of a petition filed against the Company, as the case may be, in any proceeding under any such law, unless such action is required under mandatory applicable law.

6. Engage in any business other than (i) the current business of the Company or (ii) a natural extension thereof.

7. Make any material change in accounting policies or reporting practices, except as required by generally accepted accounting principles as in effect in the Company's jurisdiction from time to time, consistently applied.

8. Enter into any agreement materially restricting the right of the Company to conduct business, other than in the ordinary course of business.

9. Enter into any agreement or arrangement described in Nos. 1 through 8 above.

There being no further business on the agenda, the meeting is thereupon closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholders of the persons appearing signed together with the notary the present deed.

A German translation follows:

Im Jahr zweitausenddreizehn, den sechzehnten Dezember.

Vor uns Maître Henri Hellinckx, Notar, mit Amtssitz im Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Wird abgehalten, eine außerordentliche Gesellschaftergeneralversammlung der Köln, Breite Straße 103-105 Beteiligung B S.à r.l. (fortan, die "Gesellschaft"), eine société à responsabilité limitée, gegründet und bestehend unter den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg mit einem Gesellschaftskapital von zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500) mit Gesellschaftssitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet durch Urkunde des Notars Maitre Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am 12. Dezember 2012, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 6. Februar 2013 unter Nummer 286, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 173655.

Die Satzung der Gesellschaft wurde noch nicht abgeändert.

Die Versammlung wurde unter Vorsitz von Herrn Régis Galiotto, Beamter, beruflich ansässig in Luxemburg, eröffnet.

Der Vorsitzende ernannte als Sekretär und die Versammlung bestimmte als Stimmzähler Frau Solange Wolter-Schieres, Beamtin, beruflich ansässig in Luxemburg.

Die Versammlung demnach ordnungsgemäß zusammengesetzt, ersucht der Vorsitzende dem Notar folgende Erklärungen darzulegen:

I. Dass die Tagesordnung der Versammlung folgende ist:

Agenda

1. Entscheidung die Sprache der Satzung der Gesellschaft von Deutsch auf Englisch gefolgt von einer deutschen Übersetzung zu ändern und Entscheidung, dass die englische Fassung Vorrang haben soll;

2. Entscheidung den Gesellschaftszweck der Gesellschaft abzuändern und fortan wie folgt zu lauten:

"Der Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeglicher Form, in Luxemburg und im Ausland, oder von anderen Unternehmen, der Erwerb durch Kauf, durch Zeichnung oder auf eine andere Art sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf eine andere Art und Weise von Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Schuldscheinen und anderen Wertpapieren jeglicher Art, und der Besitz, die Verwaltung, Entwicklung und das Management des Portfolios der Gesellschaft. Die Gesellschaft darf auch Beteiligungen an Personengesellschaften halten und ihr Geschäft durch luxemburgische oder ausländische Niederlassungen führen. Die Gesellschaft darf direkt oder durch eine oder mehrere Tochtergesellschaften oder auf eine andere Art und Weise in geistiges Eigentum oder ähnliche Rechte sowie in Grundstücke, die in Luxemburg oder im Ausland gelegen sind, investieren, sowie diese halten, managen oder kontrollieren.

Die Gesellschaft darf auf jegliche Art und Weise Anleihen und Schuldscheine übernehmen und Anleihen und Schuldscheine durch privates Platzieren ausgeben. Die Gesellschaft darf auf übliche Weise (durch Darlehen, Vorauszahlungen, Sicherheiten, Wertpapiere oder auf andere Weise) Gesellschaften oder andere Unternehmen, an denen sie beteiligt ist oder die Teil der Gruppe sind, zu der die Gesellschaft gehört, unterstützen (dies beinhaltet auch Mutter- und Schwes-tergesellschaften), Kontroll- und Überwachungsmaßnahmen ergreifen und alle Handlungen vornehmen, die sie für die Erreichung und Entwicklung ihrer Zwecke als nützlich erachtet.

Die Gesellschaft darf zudem alle kommerziellen, technischen und finanziellen oder anderen Maßnahmen vornehmen, die direkt oder indirekt mit den Bereichen zusammenhängen, um die Erreichung ihrer Ziele zu ermöglichen.";

und

3. Entscheidung die Satzung der Gesellschaft vollständig neu zu fassen;

4. Verschiedenes.

II. Dass die Gesellschafter anwesend oder vertreten sind, die Vollmachtträger der vertretenen Gesellschafter und die Anzahl ihrer Anteile in einer Anwesenheitsliste gezeigt werden. Diese Anwesenheitsliste, von den Gesellschaftern, den Vollmachtträgern der vertretenen Gesellschafter und durch das Büro der Versammlung unterschrieben, werden dieser Urkunde beigelegt und mit dieser gleichzeitig bei den Registrierungsbehörden hinterlegt.

Die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter werden "ne varietur" von den erschienenen Parteien initialisiert und werden dieser Urkunde ebenfalls beigelegt.

III. Dass nach Anwesenheitsliste das gesamte Gesellschaftskapital bei der gegenwärtigen Versammlung anwesend oder vertreten ist und dass alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, dass sie eine ordnungsgemäße Mitteilung erhalten haben und Kenntnis der Tagesordnung vor dieser Versammlung hatten und keine weiteren Einberufungsformalitäten notwendig waren.

IV. Dass die gegenwärtige Versammlung ordnungsgemäß begründet ist und demnach über alle Punkte der Tagesordnung gültig beraten kann.

Die Gesellschaftergeneralversammlung hat den unterzeichnenden Notar ersucht folgende Beschlüsse aufzunehmen:

Erster Beschluss

Die Gesellschaftergeneralversammlung beschließt einstimmig die Sprache der Satzung der Gesellschaft von Deutsch auf Englisch gefolgt von einer deutschen Übersetzung abzuändern. Die englische Fassung der Satzung der Gesellschaft soll Vorrang haben.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschaftergeneralversammlung beschließt einstimmig den Gesellschaftszweck der Gesellschaft abzuändern; dieser lautet fortan wie folgt:

"Der Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeglicher Form, in Luxemburg und im Ausland, oder von anderen Unternehmen, der Erwerb durch Kauf, durch Zeichnung oder auf eine andere Art sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf eine andere Art und Weise von Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Schuldscheinen und anderen Wertpapieren jeglicher Art, und der Besitz, die Verwaltung, Entwicklung und das Management des Portfolios der Gesellschaft. Die Gesellschaft darf auch Beteiligungen an Personengesellschaften halten und ihr Geschäft durch luxemburgische oder ausländische Niederlassungen führen. Die Gesellschaft darf direkt oder durch eine oder mehrere Tochtergesellschaften oder auf eine andere Art und Weise in geistiges Eigentum oder ähnliche Rechte sowie in Grundstücke, die in Luxemburg oder im Ausland gelegen sind, investieren, sowie diese halten, managen oder kontrollieren.

Die Gesellschaft darf auf jegliche Art und Weise Anleihen und Schuldscheine übernehmen und Anleihen und Schuldscheine durch privates Platzieren ausgeben. Die Gesellschaft darf auf übliche Weise (durch Darlehen, Vorauszahlungen, Sicherheiten, Wertpapiere oder auf andere Weise) Gesellschaften oder andere Unternehmen, an denen sie beteiligt ist oder die Teil der Gruppe sind, zu der die Gesellschaft gehört, unterstützen (dies beinhaltet auch Mutter- und Schwes-tergesellschaften), Kontroll- und Überwachungsmaßnahmen ergreifen und alle Handlungen vornehmen, die sie für die Erreichung und Entwicklung ihrer Zwecke als nützlich erachtet.

Die Gesellschaft darf zudem alle kommerziellen, technischen und finanziellen oder anderen Maßnahmen vornehmen, die direkt oder indirekt mit den Bereichen zusammenhängen, um die Erreichung ihrer Ziele zu ermöglichen."

Dritter Beschluss

Die Gesellschaftergeneralversammlung beschließt einstimmig die Satzung der Gesellschaft vollständig neu zu fassen und die vorangegangenen Beschlüsse umzusetzen. Die Satzung der Gesellschaft soll fortan wie folgt lauten:

Art. 1. Bezeichnung. Die derzeitigen und die künftigen Gesellschafter haben sich zu einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (*société à responsabilité limitée*) unter dem Namen Köln, Breite Straße 103-105 Beteiligung B S.à r.l. (die "Gesellschaft") zusammengeschlossen. Die Gesellschaft unterliegt dieser Satzung sowie den einschlägigen Rechtsvorschriften.

Art. 2. Unternehmensgegenstand. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeglicher Form, in Luxemburg und im Ausland, oder von anderen Unternehmen, der Erwerb durch Kauf, durch Zeichnung oder auf eine andere Art sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf eine andere Art und Weise von Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Schuldscheinen und anderen Wertpapieren jeglicher Art, und der Besitz, die Verwaltung, Entwicklung und das Management des Portfolios der Gesellschaft. Die Gesellschaft darf auch Beteiligungen an Personengesellschaften halten und ihr Geschäft durch luxemburgische oder ausländische Niederlassungen führen. Die Gesellschaft darf direkt oder durch eine oder mehrere Tochtergesellschaften oder auf eine andere Art und Weise in geistiges Eigentum oder ähnliche Rechte sowie in Grundstücke, die in Luxemburg oder im Ausland gelegen sind, investieren, sowie diese halten, managen oder kontrollieren.

Die Gesellschaft darf auf jegliche Art und Weise Anleihen und Schuldscheine übernehmen und darf Anleihen und Schuldscheine durch privates Platzieren ausgeben. Die Gesellschaft darf auf übliche Weise (durch Darlehen, Vorauszahlungen, Sicherheiten, Wertpapiere oder auf andere Weise) Gesellschaften oder andere Unternehmen, an denen sie beteiligt ist oder die Teil der Gruppe sind, zu der die Gesellschaft gehört, unterstützen (dies beinhaltet auch Mutter- und Schwestergesellschaften), Kontroll- und Überwachungsmaßnahmen ergreifen und alle Handlungen vornehmen, die sie für die Erreichung und Entwicklung ihrer Zwecke als nützlich erachtet.

Die Gesellschaft darf zudem alle kommerziellen, technischen und finanziellen oder anderen Maßnahmen vornehmen, die direkt oder indirekt mit den Bereichen zusammenhängen, um die Erreichung ihrer Ziele zu ermöglichen.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Sitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz darf durch einen Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung der Gesellschafter an einen anderen Ort in dem Großherzogtum Luxemburg verlegt werden, wobei die Vorgaben, die für Änderungen der Satzung vorgesehen sind, beachtet werden müssen.

Die Geschäftsanschrift des Sitzes darf innerhalb der Gemeinde Niederanven durch eine Entscheidung des Geschäftsführers bzw. des Geschäftsführungsrates verlegt werden.

Die Gesellschaft darf Büros und Zweigniederlassungen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland haben.

Für den Fall, dass der oder die Geschäftsführer feststellen sollten, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen eingetreten sind oder drohen, die die normalen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation zwischen dem betreffenden Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen werden, darf der Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese ungewöhnlichen Umstände vollständig beendet sind; solche vorübergehenden Maßnahmen dürfen keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft haben, die, ungeachtet der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes, eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Diese vorübergehenden Maßnahmen werden von dem oder den Geschäftsführer(-n) ergriffen und von ihm/ihnen allen Interessenten gegenüber bekannt gemacht.

Art. 5. Gesellschaftskapital und Gesellschafter. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) und ist eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Gesellschaftsanteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1). Die Rechte und Verpflichtungen aus den Gesellschaftsanteilen bestimmen sich nach der Satzung und nach den zwischen den Gesellschaftern in einer Gesellschaftervereinbarung, einem Rahmenvertrag oder einem vergleichbaren Vertrag getroffenen Vereinbarungen (sofern solche getroffen wurden) (eine "Schuldrechtliche Vereinbarung"). Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft darf durch einen Beschluss der Gesellschafter, der den Anforderungen für eine Satzungsänderung entspricht, erhöht oder herabgesetzt werden.

Jegliches verfügbares Agio ist ausschüttungsfähig.

Art. 6. Zustimmungspflichtige Geschäfte. Die folgenden Maßnahmen bedürfen immer der vorherigen Einwilligung oder der Genehmigung der Gesellschafterversammlung, in Form eines Beschlusses gemäß Artikel 14 Abs. 4 (ii):

(a) jede Änderung der Satzung, einschließlich Änderungen des Stammkapitals;

(b) jede Einführung von nicht verhältnismäßigen Gewinnverteilungsrechten, bei denen die Gewinne unter den Gesellschaftern nicht proportional zu ihrer Kapitalbeteiligung in der Gesellschaft verteilt werden sollen, sofern dies nicht bereits in dieser Satzung, insbesondere gemäß Artikel 17.2, vorgesehen ist;

(c) jede Umwandlung der Gesellschaft, einschließlich einer Verschmelzung, Formwechsel, Abspaltungen oder andere Verbindungen von Unternehmen, durch eine oder mehrere zusammenhängende Transaktionen;

(d) die Liquidation oder Auflösung der Gesellschaft;

(e) der Rückerwerb oder die Einziehung von Anteilen oder anderen Eigenkapitalmaßnahmen der Gesellschaft; und

(f) die Zustimmung zu Unternehmens- und/oder Beherrschungsverträgen, durch die die Gesellschaft verpflichtet wird, von einer anderen Gesellschaft beherrscht zu werden, alle oder alle wesentlichen Gewinne der Gesellschaft an eine andere Gesellschaft abzuführen oder die Verluste einer anderen Gesellschaft auszugleichen; dies gilt jedoch nicht für derartige Verträge zwischen der Gesellschaft und ihren Tochtergesellschaften.

Art. 7. Übertragungen von Anteilen . Anteilsübertragungen bedürfen der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung und der Beachtung der Bestimmungen von Schuldrechtlichen Vereinbarungen (sofern solche getroffen wurden).

Zustimmende Gesellschafterbeschlüsse zur Übertragung von Gesellschaftsanteilen sind nur wirksam, wenn alle Gesellschafter, die 100% des ausgegebenen Gesellschaftskapitals repräsentieren, zugestimmt haben. Abweichend hiervon benötigen Anteilsübertragungen nur der Zustimmung von Gesellschafter, die mindestens 75% des ausgegebenen Gesellschaftskapitals repräsentieren, wenn die Bestimmungen der Artikel 9 und Artikel 10 eingehalten sind.

Jede Übertragung von Gesellschaftsanteilen, die nicht in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieser Satzung oder den Bestimmungen einer Schuldrechtlichen Vereinbarung (sofern solche getroffen wurden) erfolgt, ist unwirksam und ist nicht zu berücksichtigen.

Art. 8. Mitveräußerungspflicht.

Art. 8.1. Wenn ein oder mehrere Gesellschafter, der oder die gemeinsam mehr als 50% des ausgegebenen Gesellschaftskapitals hält bzw. halten, sämtliche oder einen Teil seiner bzw. ihrer Gesellschaftsanteile an eine Partei, die nicht ein verbundenes Unternehmen gemäß des Artikel 309 des Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in der jeweils geltenden Fassung ist („Dritterwerber“), verkaufen und übertragen möchte(-n) (jeder solche Verkauf ein „Mitveräußerungspflicht-Verkauf“ und der bzw. die Gesellschafter, der bzw. die einen solchen Mitveräußerungspflicht-Verkauf vornehmen möchte(-n) jeweils ein „Anbietender Gesellschafter“), hat der Anbietende Gesellschafter das Recht, von den übrigen Gesellschaftern („Mitveräußerungspflicht-Gesellschafter“) mittels schriftlicher Mitteilung („Mitveräußerungspflicht-Mitteilung“) vor Vollzug des Mitveräußerungspflicht-Verkauf zu verlangen, dass diese binnen 10 Bankarbeitstagen (ein „Bankarbeitstag“ ist ein Tag an dem die Banken in Frankfurt am Main, Deutschland, planmäßig für das Publikum geöffnet sind) nach Erhalt der Mitveräußerungspflicht-Mitteilung durch alle Gesellschafter ebenso sämtliche ihrer Gesellschaftsanteile oder einen Anteil ihrer Geschäftsanteile im gleichen Verhältnis (pro rata) wie der Anbietende Gesellschafter an den Dritterwerber verkaufen und übertragen.

Art. 8.2. Der Verkauf und die Übertragung der von dem Mitveräußerungspflicht-Gesellschafter gemäß Mitveräußerungspflicht-Mitteilung zu veräußernden Gesellschaftsanteile hat an denselben Dritterwerber und zu denselben Konditionen, einschließlich des Verkaufspreises pro Gesellschaftsanteil (die Konditionen sind in der Mitveräußerungspflicht-Mitteilung zu benennen), wie in der Mitveräußerungspflicht-Mitteilung genannt zu erfolgen, jedoch mit der Maßgabe, dass der Mitveräußerungspflicht-Gesellschafter (i) nicht verpflichtet ist, andere als übliche Gewährleistungspflichten oder Garantien zu Eigentum und Verfügungsbefugnis hinsichtlich der gemäß Mitveräußerungspflicht-Mitteilung zu verkaufenden Gesellschaftsanteile zu übernehmen, (ii) im Zusammenhang mit dem Verkauf keinen Wettbewerbs- oder Abwerbebeschränkungen unterliegt, (iii) mit keiner anderen am Verkauf beteiligten Partei gesamtschuldnerisch haftet, und (iv) unter keinen Umständen mit einem höheren Betrag haftet, als mit den tatsächlich vom Dritterwerber erhaltenen Verkaufserlösen.

Art. 8.3. Die Verpflichtung des Mitveräußerungspflicht-Gesellschafters, seine Gesellschaftsanteile gemäß der Mitveräußerungspflicht-Mitteilung zu verkaufen und zu übertragenen, wenn der jeweilige Verkauf und die jeweilige Übertragung nicht binnen 90 Tagen (bzw. 120 Tagen wenn eine Kartellfreigabe erforderlich ist) nach Erhalt der Mitveräußerungspflicht-Mitteilung durch alle Gesellschafter vollzogen wurde.

Art. 9. Mitveräußerungsrecht.

Art. 9.1. Wenn ein Gesellschafter seine Gesellschaftsanteile veräußert (ein veräußernder Gesellschafter „Veräußernder Gesellschafter“, eine solche Veräußerung „Mitveräußerungsrecht-Verkauf“), hat der Veräußernde Gesellschafter dafür Sorge zu tragen, dass (i) die übrigen Gesellschafter der Gesellschaft („Mitveräußerungsrecht-Gesellschafter“) ihre Gesellschaftsanteile im gleichen Verhältnis mitveräußern können, zu einem Verkaufspreis pro Gesellschaftsanteil wie der Verkaufspreis gemäß dem Mitveräußerungsrecht-Verkauf und im Übrigen zu Bedingungen, die nicht nachteiliger für den Mitveräußerungsrecht-Gesellschafter sind als für den Veräußernden Gesellschafter gemäß dem Mitveräußerungsrecht-Verkauf (jeder Verkauf in diesem Sinne ein „Mitveräußerungsverkauf“), (ii) der Kaufpreis, der gemäß dem Mitveräußerungsverkauf an den Mitveräußerungsrecht-Gesellschafter zu zahlen ist, vollständig geleistet wird, vorausgesetzt, dass der Mitveräußerungsrecht-Gesellschafter (A) nicht verpflichtet ist, andere als übliche Gewährleistungspflichten oder Garantien zu Eigentum und Verfügungsbefugnis hinsichtlich der zu verkaufenden Gesellschaftsanteile zu übernehmen, (B) im Zusammenhang mit dem Verkauf keinen Wettbewerbs- oder Abwerbebeschränkungen unterliegt, (C) mit keiner anderen

am Verkauf beteiligten Partei gesamtschuldnerisch haftet, und (D) unter keinen Umständen mit einem höheren Betrag haftet, als mit den tatsächlich erhaltenen Verkaufserlösen.

Art. 9.2. Die Verpflichtungen des Veräußernden Gesellschafters gemäß diesem Artikel 9 entfallen in Bezug auf den jeweiligen Mitveräußerungsrecht-Verkauf, wenn innerhalb von vier (4) Wochen, ab dem Tag, an dem der Mitveräußerungsrecht-Gesellschafter von dem Vorliegen der vorgenannten Voraussetzungen sowie dem tatsächlichen Verkaufspreis erfahren hat, den Veräußernden Gesellschafter nicht informiert hat, dass er den Mitveräußerungsverkauf ausüben möchte.

Art. 10. Vorkaufsrecht.

Art. 10.1. Ein Gesellschafter, der Gesellschaftsanteile veräußern möchte, hat dies den anderen Gesellschaftern vorher schriftlich mitzuteilen („Verkaufsmittelteilung“). Die Verkaufsmittelteilung muss mindestens die folgenden Informationen enthalten:

- (a) Anzahl der zu übertragenden Gesellschaftsanteile;
- (b) Verkaufspreis bzw. sonstige Gegenleistung;
- (c) Fälligkeit für den Verkaufspreis bzw. sonstige Gegenleistungen;
- (d) die vom veräußernden Gesellschafter zu übernehmenden Gewährleistungen, Garantien, Freistellungserklärungen und ähnlichen Verpflichtungen.

Art. 10.2. Hat ein Gesellschafter eine Verkaufsmittelteilung an die anderen Gesellschafter übersandt, so sind die anderen Gesellschafter berechtigt, binnen vier (4) Wochen nach Erhalt der Veräußerungsmittelteilung die vom veräußernden Gesellschafter angebotenen Geschäftsanteile zu denselben Konditionen zu erwerben, wie in der Veräußerungsmittelteilung mitgeteilt („Vorkaufsrecht“). Das Vorkaufsrecht wird durch Mitteilung gegenüber dem veräußernden Gesellschafter ausgeübt.

Art. 10.3. Wenn (i) die Bestimmungen gemäß Artikel 9 und Artikel 10 eingehalten wurden, (ii) das Vorkaufsrecht nicht ausgeübt wird und (iii) keine Verfügungsbeschränkungen gemäß Bestimmungen der Schuldrechtlichen Vereinbarungen zur Anwendung kommen, ist der die Veräußerung beabsichtigenden Gesellschafter berechtigt, vorbehaltlich der Regelungen des Artikel 8 und Artikel 9, die betreffenden Gesellschaftsanteile innerhalb von zwei (2) Monaten an den in der Verkaufsmittelteilung genannten Erwerber zu Konditionen, die für den Verkäufer nicht günstiger sind als die in der Verkaufsmittelteilung genannten Bestimmungen, zu verkaufen und zu übertragen.

Art. 10.4. Um die Einhaltung der Bestimmung dieses Artikel 10 zu gewährleisten, ist der veräußernde Gesellschafter verpflichtet, den anderen Gesellschaftern jeweils eine beglaubigte Abschrift der Veräußerungsurkunde zu übergeben.

Art. 11. Geschäftsführer. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, die nicht Gesellschafter der Gesellschaft sein müssen.

Sie werden durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung bestellt und abberufen (der Beschluss muss von Gesellschaftern, die mindestens 50% des Gesellschaftskapitals repräsentieren, gefasst werden); dieser Beschluss legt auch die Rechte der Geschäftsführer und Laufzeit der Bestellung fest. Sofern keine Amtszeit bestimmt wird, werden die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit bestellt. Die Geschäftsführer dürfen wiederbestellt werden; ihre Bestellung darf jedoch mit oder ohne Grund (ad nutum) jederzeit widerrufen werden.

Sofern es mehr als einen Geschäftsführer gibt, bilden die Geschäftsführer gemeinsam den Geschäftsführungsrat. Jeder Geschäftsführer darf an jedem Treffen des Geschäftsführungsrates mittels einer Konferenzschaltung oder einer vergleichbaren Kommunikationsart teilnehmen, die es allen Teilnehmern des Treffens ermöglicht, sich gegenseitig zu hören und miteinander zu kommunizieren. Ein Treffen darf auch nur mittels Telefonkonferenz abgehalten werden. Die Teilnahme an oder das Abhalten einer Versammlung auf dem vorgenannten Weg steht einer persönlichen Teilnahme an oder dem Abhalten einer persönlichen Versammlung gleich. Geschäftsführer dürfen sich bei einem Treffen des Geschäftsführungsrates durch einen anderen Geschäftsführer vertreten lassen, wobei die Anzahl der Vollmachten und Stimmen, die einem Geschäftsführer gewährt werden, nicht beschränkt ist.

Eine schriftliche Mitteilung jedes Treffens des Geschäftsführungsrates muss den Geschäftsführern spätestens acht (8) Tage vor dem für das Treffen vorgesehenen Tag übermittelt werden, abgesehen von Notfällen, bei denen der Grund des Notfalls und der Anlass in der Mitteilung anzugeben sind. Auf die Mitteilung darf verzichtet werden, sofern alle Geschäftsführer schriftlich, telegrafisch, durch Telegramm, Telex, E-Mail oder Fax oder auf einem anderen vergleichbaren Kommunikationswege zustimmen. Einer besonderen Einberufung bedarf es nicht, wenn das Treffen des Geschäftsführungsrates zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten wird, die in einem früheren Beschluss des Geschäftsführungsrates bestimmt worden sind.

Entscheidungen des Geschäftsführungsrates werden wirksam mit Zustimmung der Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft (einschließlich durch Vertretung) getroffen. Der Geschäftsführungsrat darf auch einstimmig Beschlüsse auf einem oder mehreren Dokumenten im Umlaufverfahren fassen, sofern die Zustimmung schriftlich, telegrafisch oder per Fax oder auf einem vergleichbaren Kommunikationswege zum Ausdruck gebracht wird. Die Gesamtheit ordnungsgemäß ausgefertigter und zirkulierter Dokumente stellen den Beweis für den Beschluss dar.

Beschlüsse der Geschäftsführer, einschließlich im Umlaufverfahren, können in schlüssiger Form unterzeichnet, bestätigt oder Auszüge davon ausgefertigt werden durch gemeinsame Zeichnung von zwei Geschäftsführern.

Art. 12. Geschäftsführung, Vertretungsbefugnis. Vorbehaltlich der Regelungen des Artikel 6, ist/sind der oder die Geschäftsführer mit umfassender Befugnis ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu führen und alle Verfügungen und alle Verwaltungshandlungen zu genehmigen und/oder vorzunehmen, die im Einklang mit dem Zweck der Gesellschaft stehen. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich vom Gesetz oder von der Satzung der Gesellschafterversammlung zugewiesen oder die in einer Schuldrechtlichen Vereinbarung (sofern eine solche getroffen wurde) geregelt sind, sind, vorbehaltlich der Regelungen des Artikel 6, dem Geschäftsführer bzw. dem Geschäftsführungsrat zugewiesen. Gegenüber Dritten verfügt der Geschäftsführer bzw. der Geschäftsführungsrat über weiteste Befugnisse im Namen der Gesellschaft in allen Fällen zu handeln und alle Handlungen und Maßnahmen betreffend die Gesellschaft vorzunehmen, ihnen zuzustimmen und sie zu genehmigen, sofern diese nicht durch Gesetz oder Satzung der Gesellschafterversammlung zugewiesen oder in einer Schuldrechtlichen Vereinbarung (sofern eine solche getroffen wurde) oder hierin geregelt sind (dies beinhaltet auch Artikel 6).

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers, und im Falle eines Geschäftsführungsrates durch die Unterschrift zweier Geschäftsführer vertreten. Die Gesellschaft wird auch wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer Personen vertreten, denen die Befugnis zur Unterschrift durch den alleinigen Geschäftsführer (sofern es nur einen Geschäftsführer gibt) oder durch den Geschäftsführungsrat oder durch zwei Geschäftsführer (einschließlich im Wege der Stellvertretung) übertragen worden ist.

Art. 13. Stimmrechte. Jeder Gesellschafter ist befugt, an gemeinsamen Entscheidungen mitzuwirken. Die Stimmrechte eines Gesellschafters entsprechen der Anzahl der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile am ausgegebenen Gesellschaftskapital. Ein Gesellschafter kann sich in Gesellschafterversammlungen vertreten lassen.

Art. 14. Gesellschafterversammlungen. Entscheidungen der Gesellschafter werden schriftlich (soweit das Gesetz dies gestattet) oder in Versammlungen in der Form und mit solchen Mehrheiten gefasst, wie sie das luxemburgische Gesellschaftsrecht vorsieht. Jede ordentliche Gesellschafterversammlung der Gesellschaft oder jeder wirksame schriftliche Beschluss repräsentiert die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Versammlungen sind durch eine Einberufungsmittelteilung einzuberufen, die per Einschreiben oder Übernacht-Kurier den Gesellschaftern an ihre Adresse, wie sie in der von der Gesellschaft geführten Gesellschafterliste steht, mindestens acht (8) Tage vor dem Tag der Versammlung zuzustellen ist. Die Gesellschafterversammlung kann auch ohne Einberufung abgehalten werden, wenn das gesamte Gesellschaftskapital in der Gesellschafterversammlung vertreten ist.

Im Falle einer schriftlichen Beschlussfassung ist der Wortlaut der Beschlüsse den Gesellschaftern an ihre jeweilige Adresse, wie sie in der von der Gesellschaft geführten Gesellschafterliste steht, mindestens acht (8) Tage vor dem Tag der Wirksamkeit des Beschlusses (vorbehaltlich einer Annahme durch die erforderliche Mehrheit) per Einschreiben oder Übernacht-Kurier zu übersenden. Nach der Zustimmung mit der erforderlichen Mehrheit werden die Beschlüsse so wie sie das Gesetz für Kollektiventscheidungen vorsieht, wirksam, frühestens jedoch acht (8) Tage nachdem die Beschlüsse an alle Gesellschafter übersandt worden sind (oder, wenn später, an dem Tage, den der Beschluss vorsieht). Einstimmige schriftliche Beschlüsse dürfen jederzeit ohne vorherige Mitteilung gefasst werden.

Sofern nicht das Gesetz eine höhere Mehrheit vorsieht, (i) werden Beschlüsse der Gesellschafterversammlung wirksam getroffen sofern Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des ausgegebenen Gesellschaftskapitals repräsentieren, zustimmen, wobei (ii) Beschlüsse, die ein zustimmungspflichtiges Geschäft nach Artikel 6 gestatten, nur wirksam gefasst werden, wenn alle Gesellschafter, die 100% des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft repräsentieren, zustimmen, wobei dies nicht für die in Annex 1 zu dieser Satzung aufgeführten Maßnahmen gilt; Annex 1 ist Teil dieser Satzung.

Für den Fall und solange die Gesellschaft mehr als 25 Gesellschafter hat, soll eine jährliche Gesellschafterversammlung an dem ersten Dienstag im Juni um 11 Uhr eines jeden Jahres stattfinden. Sofern dieser Tag kein Bankarbeitstag ist, soll die Versammlung an dem darauf folgenden Bankarbeitstag stattfinden.

Art. 15. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar jedes Jahres und endet am letzten Tag des Monats Dezember desselben Jahres.

Art. 16. Jahresabschlüsse. Nach jedem Ende eines Geschäftsjahres wird der Jahresabschluss durch den Geschäftsführer bzw. den Geschäftsführungsrat aufgestellt.

Der Jahresabschluss steht den Gesellschaftern in den Geschäftsräumen am Sitz der Gesellschaft zur Verfügung.

Art. 17. Erlösverteilungen.

Art. 17.1. Aus dem Reingewinn werden fünf Prozent (5%) in das gesetzliche Rücklagenkonto gebucht. Diese Rücklagenpflicht endet, sobald die auf dem gesetzlichen Rücklagenkonto verbuchten Mittel 10 Prozent (10%) des ausgegebenen Gesellschaftskapitals betragen.

Die Gesellschafter können über Ausschüttung von Zwischendividenden auf der Basis von seitens des Geschäftsführers bzw. des Geschäftsführungsrates erstellten Zwischenabschlüssen, die ausreichende Mittel zur Ausschüttung vorsehen, entscheiden, wenn der auszuschüttende Betrag nicht denjenigen Betrag übersteigt, der sich errechnet aus dem tatsächlichen Gewinn des vergangenen Geschäftsjahres zuzüglich Gewinnvorträgen sowie ausschüttungsfähigen Rücklagen und abzüglich Verlustvorträgen sowie auf gesetzliche Rücklagenkonten zu buchenden Mitteln.

Guthaben kann aufgrund eines Beschlusses der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Die Agiorücklage kann an die Gesellschafter aufgrund eines Beschlusses der Gesellschafterversammlung ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann bestimmen, dass Beträge aus der Agiorücklage in das gesetzliche Rücklagenkonto zu buchen sind.

Art. 17.2. Gewinne und sonstige Ausschüttungen sind an die Gesellschafter anteilig nach ihren Anteilen am ausgegebenen Geschäftskapital auszuschütten. Soweit aber ein Gesellschafter der Gesellschaft über die Zeichnung der Gesellschaftsanteile hinaus mehr Eigenkapital zur Verfügung gestellt hat als die übrigen Gesellschafter (z.B. in Form von Agio, Einzahlungen in Rücklagen, Sacheinlagen in die Gesellschaft und in Tochtergesellschaften, etc.) („Investitionen“) sind Gewinne und sonstige Ausschüttungen solange vorrangig an diesen Gesellschafter zu leisten, bis seine Investitionen vollständig zurückgeführt sind.

Art. 18. Auflösung. Im Fall der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen Liquidator oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, bei denen es sich um Gesellschafter handeln kann, aber nicht muss, und die von der Gesellschafterversammlung bestellt werden, die auch dessen/deren Befugnisse und Vergütung festlegt.

Nachdem alle Schulden und sonstigen Verpflichtungen der Gesellschaft vollständig erfüllt sind oder für deren Erfüllung Vorsorge getroffen wurde, werden alle verbleibenden Mittel an die Gesellschafter verteilt unter Berücksichtigung der in Artikel 17.2. festgelegten Grundsätze, die auf Liquidationserlöse entsprechend anzuwenden sind.

Art. 19. Einziger Gesellschafter. Wenn und solange ein einziger Gesellschafter sämtliche Gesellschaftsanteile hält, besteht die Gesellschaft als Alleingesellschafter-Gesellschaft gemäß Artikel 179(2) des Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in der jeweils geltenden Fassung; in diesem Fall sind, unter anderem, Artikel 200-1 und 200-2 dieses Gesetzes anwendbar.

Art. 20. Anwendbares Recht. Soweit nicht in dieser Satzung geregelt, gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 21. Schiedsvereinbarung. Alle Streitigkeiten zwischen den Gesellschaftern, die sich aus oder im Zusammenhang mit dieser Satzung, ihrem Zustandekommen oder ihrer Durchführung ergeben, werden nach der Schiedsgerichtsordnung der Internationalen Handelskammer (ICC), Paris, in ihrer jeweils geltenden Fassung unter Ausschluss des ordentlichen Rechtsweges endgültig entschieden. Der Ort des schiedsgerichtlichen Verfahrens ist Zürich, Schweiz. Die Schiedsrichter werden gemäß den Regelungen der Schiedsgerichtsordnung der Internationalen Handelskammer (ICC), Paris ernannt. Das schiedsgerichtliche Verfahren wird in englischer Sprache durchgeführt, wobei Beweismittel auch in deutscher Sprache vorgelegt werden dürfen. Die Schiedsrichter sind nicht berechtigt, Strafschadensersatz oder anderen Schadensersatz, der über den tatsächlichen Schaden der obsiegenden Partei hinausgeht, zuzusprechen, oder eine Entscheidung, eine Feststellung oder einen Schiedsspruch zu treffen, die nicht im Einklang mit dieser Satzung oder der Schuldrechtlichen Vereinbarung (sofern eine solche getroffen wurde) stehen.

Verlangt zwingendes Recht die Entscheidung einer Angelegenheit aus oder im Zusammenhang mit diesem Vertrag oder seiner Durchführung durch ein ordentliches Gericht, ist der Gerichtsstand Luxemburg.

Art. 22. Auslegung. Im Falle unterschiedlicher Auslegung der vorstehenden Texte in deutscher und in englischer Sprache, ist die englische Fassung maßgeblich.

Annex 1

Die folgenden Beschlussgegenstände bedürfen zu ihrer Wirksamkeit nicht eines Gesellschafterbeschlusses nach Artikel 6(c):

1. Verkauf, Vermietung, Übertragung oder andere Verfügung (als Einzelmaßnahme oder einer Mehrzahl von zusammengehörenden Geschäften) von: (i) Grundbesitz oder Erbbaurechten, (ii) Geschäftsbereichen (im Wege der Veräußerung von Vermögensgegenständen oder in anderer Weise) oder (iii) aller oder aller wesentlichen Vermögensgegenstände, oder (iv) jeder Verkauf von Anteilen an Tochtergesellschaften, sofern eine solche Maßnahme jeweils nach dem 7. September 2015 durchgeführt wird.

2. Jede Genehmigung oder Änderung des jährlichen Kapitals und des Jahresbudgets der Gesellschaft.

3. Erwerb (als Einzelmaßnahme oder einer Mehrzahl von zusammengehörenden Geschäften) von (i) Vermögensgegenständen mit einem Wert von zusammengekommen mehr als EUR 2.000.000 oder (ii) Gesellschaften oder Geschäftsbereichen (gleich ob durch Anteilswerb, Umwandlungsmaßnahme oder in anderer Weise), soweit ein solcher Erwerb in Zusammenhang mit dem bestehenden Geschäftsbetrieb der Gesellschaft steht.

4. (i) Die Eingehung oder Übernahme von Verbindlichkeiten über EUR 2.000.000 und (ii) Darlehen oder Vorleistungen an, Sicherheiten zugunsten von oder andere Investitionen für Dritte (nicht im Alleineigentum stehende Tochtergesellschaften der Gesellschaft), außerhalb des gewöhnlichen Geschäftsbetriebs oder außerhalb der im Budget vorgesehenen Mittel oder nicht zur Absicherung von Liquidität für den gewöhnlichen Geschäftsbetrieb.

5. Stellung eines freiwilligen Antrags auf Eröffnung eines Insolvenzverfahrens, Reorganisationsverfahrens oder Gläubigervereinbarungen, oder Erlangung eines Vorteils aus Vorschriften betreffend Insolvenzverfahren, Reorganisationsmaßnahmen, Anpassungen von Verbindlichkeiten, Auflösung oder Liquidation, oder Einlassungen zu Behauptungen gemäß einer Antragstellung gegenüber der Gesellschaft, je nach Fall, im Verfahren nach solchen Vorschriften, sofern nicht das zwingende Recht eine bestimmte Maßnahme vorsieht.

6. Vornahme jeder anderen als (i) der gegenwärtigen Geschäftstätigkeit der Gesellschaft oder (ii) einer Ausweitung der Geschäftstätigkeit.

7. Wesentliche Änderung der Bilanzierung oder Veröffentlichungspraxis, außer diese sind nach allgemein anerkannten Bilanzierungspraktiken der für die Gesellschaft geltenden Rechtsordnung von Zeit zu Zeit erforderlich.

8. Jede außerhalb des gewöhnlichen Geschäftsbetriebs getroffene Vereinbarung, welche die Befugnis der Gesellschaft zur Vornahme ihrer Geschäftstätigkeit einschränkt.

9. Eingehung einer Verpflichtung zur Vornahme einer Handlung gemäß Nr. 1 bis 8.

Da sämtliche Punkte der Tagesordnung abgehandelt sind, ist die Versammlung demnach geschlossen.

Worüber die vorliegende Urkunde, in Luxemburg unterzeichnet wurde, an dem Tag, welcher zu Anfang der Urkunde erwähnt wird.

Der unterzeichnende Notar beherrscht die englische Sprache in Wort und Schrift und bestätigt auf Nachfrage der erschienenen Parteien, dass die vorliegende Urkunde auf Englisch abgefasst ist nebst einer deutschen Fassung; auf Anfrage der erschienenen Parteien und im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und deutschen Fassung, soll die englische Fassung maßgeblich sein.

Das Dokument wurde den Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen, dem Notar durch Name, Vorname, zivilrechtlichen Status und Ansässigkeit bekannt, die besagten Bevollmächtigten der erschienenen Parteien unterzeichneten zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Gezeichnet: R. GALIOTTO, S. WOLTER-SCHIERES und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 décembre 2013. Relation: LAC/2013/60130. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 12. Februar 2014.

Référence de publication: 2014022812/719.

(140027614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2014.

Saga Promotion S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 72.141.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014024950/14.

(140029379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Clervaux Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 72.188.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014025931/14.

(140031444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.
